

tribune

socialiste



Le télégramme est identifié à l'aide des indications portées avant le texte du télégramme. L'heure de dépôt est indiquée (en fonction du mode de transmission).

NUMERO	NOMBRE de mots	DATE de dépôt
26309Z PARIS F		
<u>POTASSE</u> / GREVE DE 2 MOIS // <u>BERLIET</u> / 9 INCULPES		
<u>20 000 MANIFESTANTS</u>		
<u>COMURHEX</u> / VICTOIRE AU JOUR LE JOUR // <u>BOBIGNY</u> / BRECHE		
<u>DANS L'ORDRE MORAL</u> // <u>VIETNAM</u> /		
<u>VOIR AU VERSO</u> la signification des principales indications qui		

PARIS 08
28-11-1972

tribune
PSU **socialiste**

Directeur politique :
Christian Guerche

Directeur adjoint :
Gérard Féran

Comité politique : Robert Chapuis -
Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Robert Michel.

Rédacteur en chef :
Yves Larrouy.

Secrétaire de rédaction :
Gérard Borel.

Comité de rédaction :
Jean-Louis Auduc - François Brousse - Gilbert Chantaire - Françoise Claire - Robert Destot - Jacques Ferlus - François Gyr - Bernard Levy - Alain Moutot - Dominique Nores - Lucien Saintonge - Jean Verger - Philippe Guyot.

Directeur de la Publication Guy Degorce
Rédaction, Administration : 9, rue
Borromée, PARIS (15^e) - 566-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 285-05-43

Distribué par les N.M.P.P.

S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

7 JOURS DANS T.S.



■ Ils tartinent, les « confrères ». A pleines colonnes, à pleins gros titres bien gras, bien sanglotants. Pauvre petit Thierry, mort pour un chèque sans provision de 78 F ! Du beau fait divers, ça, madame. On va pouvoir s'en donner à cœur joie sur cette justice si compliquée qu'on s'y perd, mais que voulez-vous, « dura lex, sed lex », et nul n'est censé ignorer la loi. Ou sur la dureté de cœur des enfants, les petits monstres, si méchants déjà sur les bancs de l'école, Thierry, « victime de la calomnie » et des sarcasmes de ses petits camarades. Ou sur la négligence de la mère qui, si elle avait pris la peine, pensez donc, de suivre un peu mieux son affaire, rien ne serait arrivé, ah là là, quel malheur !

■ Tartinez, « confrères ». Remplissez votre noble tâche de journaux bourgeois. Répandez votre écran de fumée, puisque c'est votre raison d'être. Et gardez-vous bien de poser le vrai problème, de dénoncer le vrai scandale d'une justice de classe qui jette en prison les tire-laine et ignore les gros faisans, d'une société scélérate organisée par les riches pour les riches, où il ne fait pas bon vivre sans les armes du fric et de la culture bourgeoise, où chaque pas est au pauvre une embûche, chaque jour l'occa-

sion pour lui de se perdre, de commettre l'erreur, consciente ou non, qui le condamnera.

■ Une justice dure, mais pure — la même pour tous, pas vrai ? A l'heure où les jeunes magistrats eux-mêmes commencent à se poser pas mal de questions, à dénoncer le rôle qu'on leur fait jouer, il n'y aura bientôt plus personne pour y croire, à votre justice — sauf, peut-être, l'Ordre des médecins, parce que tout se tient, que tout est lié, que je ne suis pas en train de faire une liaison facile, une pirouette pour passer à autre chose. Elle n'avait qu'à s'occuper un peu mieux de son affaire, Mme Hurier, hein ? Se démener un peu, voir des gens, se renseigner, se défendre quoi !

■ Elle avait combien d'enfants, Mme Hurier ? Vous avez sûrement retenu ce détail : neuf. 32 ans, neuf gosses. Et pas un rond. Obligée de faire « des ménages », en plus, le soir, après sa journée de travail. Vous ne voyez pas le rapport ? C'est pourtant cette même société qui a jeté la mère de Thierry en prison après l'avoir obligée à accoucher par neuf fois. C'est le professeur Machin-Chose, qui préside le Conseil de l'Ordre, et Foyer (ministre de la Santé, après l'avoir été de la Justice, voyez qu'elle n'est pas gratuite, ma liaison), qui vous assène ses belles maximes sur les vices des riches qui ne doivent pas devenir ceux des pauvres ! Ce n'est peut-être pas utile de poursuivre la démonstration, et vous comprenez peut-être pourquoi le PSU se bat aussi pour le droit de la femme à la contraception et à l'avortement ? (P. 6,7.)

■ Plus ça va et plus je me demande pourquoi nous avons une rubrique

« Front des luttes ». Puisque tout est luttes, dans ce journal, et tout nous ramène au combat contre un unique ennemi. Tout est front.

■ Le peuple du Vietnam se bat aux avant-postes. Cette semaine, Ly Van Sau, le porte-parole de la délégation du GRP à Paris, répond longuement aux questions de « TS » (p. 8-9). Il nous dit notamment combien le soutien international reste nécessaire pour obliger Nixon à tenir ses engagements.

■ Plusieurs milliers de travailleurs dans les rues de Lyon. La plus importante manifestation, à Lyon, depuis 68. C'est la riposte populaire au patron de combat Berliet (p. 11). Comme aux « Potasses », où les mineurs ont forcé la direction à la négociation (p. 10), comme à la « Comurhex » de Narbonne, dont nous analysons pas à pas le conflit victorieux (p. 12-13), l'unité des travailleurs oblige partout la classe possédante à reculer, transiger, céder des morceaux de son pouvoir. Et c'est peut-être de ces victoires-là que le peuple vietnamien a, au fond, le meilleur usage.

■ Un dernier mot : vous vous en rendez compte peut-être, on étouffe dans nos seize pages. On trie, on fait l'impasse, on coupe plus qu'il faudrait. Il nous faut de l'air, et vite. Pour un « TS » plus présent, vingt pages seraient un minimum. Encore une fois, seuls des abonnements massifs peuvent nous permettre de décoller vraiment. Continuez, accentuez l'effort. Vous n'en ferez jamais assez ; nous non plus.

YL ■

P.S.U. documentation

Vient de paraître :

N° 38-39-40-41 - Les révolutionnaires et l'armée de la bourgeoisie. Prix : 3,50 F.
Abonnement : les 20 numéros 15 F.
à « TRIBUNE SOCIALISTE »,
9, rue Borromée - 75015 PARIS

Paiement à la commande
Par chèque bancaire ou postal
C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

LE COUPERET

Dernière minute. Mardi 28, dans le froid et la nuit du petit matin, Buffet et Bontemps ont été exécutés. Le Président de la République a rompu avec la pratique instaurée depuis le début de son septennat de gracier les condamnés à mort. Même si, d'un autre côté, il a laissé la vie sauve à Mohamed Libdiri, condamné pour le meurtre d'un chauffeur de taxi. Et il faut se demander, avec M^e Crauste, l'avocat de Buffet, dans quelle mesure les sondages publiés en pleine agitation pré-électorale par « France-Soir », où l'on mettait en valeur le chiffre de 64 % des Français qui

se seraient déclarés « pour » la peine de mort, ont pesé sur la décision de Georges Pompidou. Le refus de la peine de mort est un principe qui, pas plus que la liberté, ne souffre d'être partagé. La société, en toute lucidité, assassine des criminels qui ne sont, au fond, que ses enfants. Quoi qu'il en soit, faut-il rappeler qu'il n'est pas besoin d'être condamné à mort pour mourir en prison ? Ou pour mourir, comme le jeune Thierry, à cause des prisons ? L'exécution de Buffet et Bontemps n'est, au fond, que l'aveu sanglant de l'échec d'une société. T. M. ■

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

N°

Ville

N° département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 60 F 6 mois (26 numéros) 35 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Je souscris un abonnement-diffusion (1)

1 an (52 numéros) 50 F 6 mois (26 numéros) 30 F

Abonnement couplé avec la revue bimestrielle « Critique Socialiste »

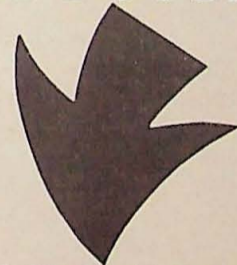
1 an 6 numéros « C.S. » 52 numéros « T.S. » 87 F

AVEC VOTRE ABONNEMENT d'un AN, vous recevrez le livre « Des militants du P.S.U. », présenté par Michel Rocard.

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

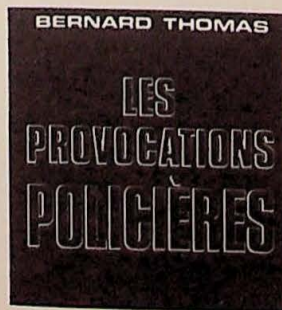
(1) Les abonnements-diffusion s'adressent à des lecteurs déjà abonnés désirant diffuser, à titre individuel, un ou plusieurs exemplaires du journal.

GRANDS DOCUMENTS



BERNARD THOMAS

Les provocations policières



Quand la politique devient un roman policier

FAYARD

« C'est un livre qu'il est non seulement urgent, mais indispensable de lire, pour peu qu'on ait le sentiment que les choses ne se passent pas forcément comme « France-Soir » les décrit. »

YVAN AUDOUARD
Le Canard Enchaîné

« Tout ça, on le sait, du moins on s'en doute, mais quand tu l'as en pleine gueule, noir sur blanc, froid, objectif, méticuleux... Bien instructif, et plus marrant que James Bond. »

CAVANNA
Charlie-Hebdo

FAYARD

A quoi serviront les élections ?

La Direction des Mines de Potasse a donc cédé. Les travailleurs ont obtenu satisfaction sur une partie importante de leurs revendications : congés supplémentaires, augmentation des salaires avec grille unique et clause de sauvegarde, prime de fin d'année. Victoire aussi arrachée chez « Fusalp » à Albertville. Les ouvriers ont obtenu une prime non personnalisée. Et à Maubeuge également où les travailleurs immigrés ont imposé des réformes du rythme et de l'organisation du travail.

Ailleurs d'autres grèves particulièrement longues et combatives se poursuivent. A Brest après les sanctions frappant les travailleurs qui avaient osé siffler Debré. A la banque de « Paribas » dont la direction vient de licencier cent employés. A Meaux où des jeunes travailleurs refusent le renvoi de deux de leurs camarades. Enfin et surtout à Venissieux, chez Berliet où une imposante manifestation de plusieurs dizaines de milliers de travailleurs a montré lundi matin l'importance du soutien dont bénéficient les grévistes dans leur lutte contre l'application à leurs camarades de la loi « anti-casseurs » et pour l'obtention des 200 F d'augmentation de salaire pour tous.

Des caractères communs

Tous ces combats dont nous avons parlé dans « T.S. » au cours de ces dernières semaines, comme ceux dont nous n'avons pu parler faute d'informations, de moyens, de place aussi dans ce journal, ont souvent des caractères communs qu'il nous faut analyser : la première constatation, celle qui frappe le plus tous ceux qui sont attentifs aux grèves actuelles, c'est d'abord leur durée : Ce n'est plus en jours, ni même en semaines qu'il faut compter mais bien en mois, lorsque l'on parle des « Potasses », de « Big Dutchmann » et des « Kaolin » ou de « Berliet ». Ce simple fait en dit long aussi bien sur la stratégie intransigeante qu'a décidé d'appliquer une partie du patronat que sur la combativité extrêmement forte que manifestent les travailleurs pour obtenir satisfaction de leurs revendications.

Mais il est d'autres faits tout aussi importants à analyser pour comprendre l'enjeu politique de ces grèves. Leurs objectifs d'abord : Ils sont le plus souvent axés sur l'augmentation des salaires. Mais il s'agit d'une augmentation uniforme et donc anti-hiérarchique. Cette situation à elle seule montre à quel point il serait artificiel d'opposer des luttes « quantitatives » axées sur les salaires et des luttes « qualitatives » dont l'objet serait l'amélioration des conditions de travail et la remise en cause des hiérarchies dans l'entreprise.

Dans la plupart des cas au contraire ces objectifs sont simultanément poursuivis. On l'a vu particulièrement à « Berliet » où le mouvement général est d'abord parti de différents ateliers aussi bien sur des objectifs d'augmentation de salaire que sur une volonté de contrôle et de remise en cause de l'organisation du travail.

Importantes aussi sont les leçons que nous devons tirer des moyens mis en œuvre dans ces conflits. Ceux-ci permettent de plus en plus d'associer activement le plus grand nombre possible de travailleurs à la poursuite du combat. L'objectif ici est de réaliser une véritable démocratie ouvrière. Mais, et c'est là un élément nouveau et particulièrement important pour l'avenir, cette tentative d'une réelle démocratie des travailleurs ne sert plus de support à des campagnes anti-syndicales. Elle apparaît au contraire comme le fondement le plus fort pour accroître la combativité des syndicats ouvriers et pour assurer leur unité d'action sur des bases nouvelles. La grève des mines de potasse, celle de « Berliet » montrent là encore combien serait fautive une opposition systématisée entre démocratie ouvrière et action syndicale.

Tous ces éléments sont, qui peut le contester, positifs et déterminants pour les enjeux politiques actuels.

Il ne s'agit certes pas de tomber dans je ne sais quel triomphalisme que nous connaissons trop bien. « Les luttes qui montent », nous en avons trop chanté la rengaine. Et puis faute de stratégie cohérente elles finissent par « redescendre », sans que chacun cherche à comprendre pourquoi !

Deux tentations

Or s'il est une période où les choix politiques que nous faisons peuvent avoir une importance décisive dans les conflits actuels c'est bien celle-ci. Nous sommes en effet confrontés à deux tentations qui peuvent conduire à des impasses si nous n'y prenons garde. La première a pour nom « pause sociale ». La seconde « activisme ».

Elles sont opposées l'une à l'autre bien sûr. Mais fondamentalement elles se renforcent pour converger vers un même résultat : la dépolitisation des luttes sociales, la dépolitisation de l'enjeu des élections de 1973.

Centrisme diront les uns et les autres ! Et ils auront tort. Regardons en effet de plus près ce qui se passe aujourd'hui.

Nous avons tous lu dans la presse l'expression claire de la première attitude. C'est celle de Georges Séguéy déclarant à l'issue du Comité Confédéral de la C.G.T. : « Nous ne ferons rien qui soit de nature à perturber les élections et le déroulement de la campagne électorale. » Chacun sait que cette « petite

phrase » ne vise pas uniquement une agitation désordonnée et stérile. Elle est l'expression d'une certaine stratégie : il faut une pause sociale pour la réussite électorale de la gauche. Qui s'y tromperait ?

Pas la C.F.D.T. en tout cas puisque Edmond Maire qui n'a rien d'un gauchiste déclarait dès le lendemain à Nancy : « L'approche des élections ne doit pas faire passer au second plan les luttes sociales. »

La seconde attitude correspond à une tentative que le P.S.U. pour sa part connaît mieux.

Celle qui consisterait à opposer les luttes actuelles à l'enjeu d'une bataille politique qui, qu'on le veuille ou non, est marquée par la perspective des législatives. Cette erreur fut celle de nos camarades italiens. Un « automne chaud » qui avait marqué un accroissement considérable de l'influence des forces révolutionnaires... Et puis une débâcle électorale qui fait reculer considérablement ces mêmes forces. Peut-on prétendre que cet échec-là est sans influence quant à la poursuite des luttes sociales ? Non bien sûr. Car l'enjeu finalement est le même et pour une raison simple : si une bataille électorale paraît contradictoire avec une lutte sociale c'est parce qu'elles ne sont pas unifiées dans une stratégie cohérente. Elles sont alors le reflet d'une même dépolitisation. Dépolitisation de ceux qui iront voter individuellement, de façon ponctuelle et sans avoir le sentiment d'exprimer là un choix en rapport avec leurs combats quotidiens. Mais dépolitisation aussi des travailleurs qui, après avoir lutté pied à pied de longues semaines contre leurs patrons découvrent en fin de compte qu'ils sont impuissants à attaquer un autre ennemi : l'Etat et, le Régime qui perpétue la même organisation capitaliste du travail.

Convergences

Cette opposition pourtant n'existe que pour ceux qui l'introduisent. Nous pensons nous, au contraire, que le problème aujourd'hui est de montrer le caractère convergent des luttes sociales et de la bataille politique qui durera avant, pendant, mais aussi après les élections. De la même façon qu'il faut faire des grèves actuelles une action collective, concertée, démocratique, de l'ensemble des travailleurs, de la même façon nous devons faire du choix de 1973, un enjeu collectif, démocratique et non formel. Contrôler aujourd'hui pour décider demain, tel est bien notre objectif. Il permet de donner aux conflits actuels tout leur sens politique, mais aussi de politiser le choix des élections en les reliant aux combats actuels des travailleurs.

Et c'est bien là la seule attitude cohérente qui puisse faire de la lutte pour le socialisme un projet dont les travailleurs soient les véritables acteurs.

GERARD FERAN

Un
"non"
discutable

« TS », le PSU et ses militants ont à maintes reprises mis en cause la façon dont de nombreux syndicats CGT concevaient et menaient les luttes des travailleurs dans les entreprises. Nous avons dit que cela résultait, la plupart du temps, de la transcription sur le lieu de travail de la stratégie politique du PCF, dont les militants sont constitués en fraction dans le syndicat. Selon nous, cette stratégie freine la mise en cause de la propriété capitaliste et des formes de son pouvoir en canalisant vers les urnes le mécontentement du prolétariat et du peuple. Autrement dit, la lutte de classes pour une transformation révolutionnaire vers le socialisme est subordonnée aux jeux électo-

raux dont la maîtrise appartient à la bourgeoisie. Mais, parce que le syndicat CGT est un outil au service de tous les travailleurs qui mènent le combat pour améliorer leur sort, et aussi pour abolir le salariat, nous continuerons, avec les militants d'entreprises du PSU, avec les militants du Mouvement révolutionnaire, de promouvoir, dans la mesure de nos moyens, une prise en charge totale par les travailleurs en lutte, de tous les aspects (économiques et politiques) de leur aliénation et des moyens de masse pour y mettre un terme. Cela passe, bien entendu, par l'analyse critique de toutes les forces qui mènent ce combat. C'est dans cet esprit que nous avons proposé aux responsa-

bles confédéraux de la CGT, d'expliquer dans les colonnes de « TS » leurs positions sur un certain nombre de points soulevés dans bon nombre d'analyses que nous recevons des militants du PSU sur les grèves et la façon dont elles sont conduites. La réponse a été négative. Voici les principaux arguments avancés : « Vous nous calomniez sans arrêt. Vous dites « CGT-trahison. » « CGT avec les patrons. » Exemple donné : le titre de l'un de nos derniers articles sur la grève « OPK-Michelin » à Clermont-Ferrand « Le programme commun au secours de Bibendum » (TS n° 551). « Vous êtes contre le programme commun. Nous CGT, soutenons vigoureuse-

ment ce programme. Vous êtes donc contre nous, contre les travailleurs ». « Il n'est pas possible de vous donner satisfaction tant que vous ne présenterez pas avec plus d'honnêteté la position de la CGT. » Etc.

Nous en sommes là. En dépit des arguments avancés, nous maintenons notre demande. Pour nous, il s'agit d'un débat fondamental dont les travailleurs doivent être rendus juges et parties : peut-on parler de démocratie ouvrière sans confrontation permanente de toutes les forces, de toutes les idées politiques qui se font jour à l'intérieur du mouvement ouvrier, et quelle que soit la vigueur d'une telle confrontation ?

M.C. ■

Dis-moi comment tu sondes...

A l'occasion de la publication de trois récents sondages par l'Express, le Figaro et l'Aurore —, certains beaux esprits ont fait rebondir la polémique contre l'utilisation de la méthode des sondages dans le domaine politique. Plusieurs ont même réclamé leur interdiction pure et simple pendant les campagnes électorales. Nous ne sommes pas de ceux-là. Mais il faut bien savoir que la technique du sondage est une technique limitée, et qu'on ne saurait lui demander plus qu'elle ne peut apporter...

L E sondage, on le sait, est une photographie de l'opinion à un moment donné. Pas plus qu'une photo, un sondage ne saurait donc prévoir ce qui va se passer. Si vous photographiez un homme de la rue et qu'il a l'air souriant et bien portant, rien, pour autant, ne vous permettra d'affirmer qu'il ne sera pas renversé par un autobus au carrefour suivant. De même, il serait absurde de demander aujourd'hui à un sondage de prévoir pour demain la révolution socialiste... ou même pour le mois de mars des résultats électoraux. Lorsque « l'Express » employait, l'autre semaine, le futur pour titrer un sondage de l'IFOP : « Comment voteront les Français », il était donc, assurément, fallacieux.

Par ailleurs, un sondage ne peut dire ce que pensent les gens, profondément. Il ne peut que donner des indications sur les opinions qu'ils expriment quand on les interroge individuellement : il se situe donc à un niveau beaucoup plus superficiel, et il ne faut pas lui faire dire ce qui n'est pas en son pouvoir. Reste qu'à ce niveau, le sondage est une technique scientifiquement éprouvée, et qu'elle peut donner de fort utiles éléments d'appréciation de la situation politique, et surtout de son évolution. Là, le sondage peut même devenir fort intéressant, à condition, bien sûr, que son mode de présentation et son interprétation ne soient pas falsifiés.

Des précautions indispensables

Nous sommes par conséquent de ceux qui souhaitent qu'on réglemente la publication des sondages : par exemple, il devrait être obligatoire d'indiquer quel organisme a financé l'enquête, quel institut l'a organisée, quel échantillon de la population a été interrogé, à quelle date et quelles questions exactes ont été posées. On devrait également pouvoir proscrire la publication de quelques réponses isolées d'une enquête : il est trop facile de ne rendre public que ce qui vous sert et de garder secrètes les réponses qui vous gênent. Sans doute, si toutes ces conditions étaient réunies, pourrait-il se produire une accoutumance de chacun à la publication de sondages : chaque lecteur pourrait prendre ses distances par rapport aux commentaires, plus ou moins tendancieux, accompagnant les résultats, et apprécier personnellement la valeur des questions posées et celle des résultats publiés.

Le respect de ces règles mettrait seul à l'abri des démagogues hostiles aux sondages les instituts spécialisés tech-

niquement sérieux. Or, il faut bien dire que, ces derniers temps, ceux-ci fournissent eux-mêmes des arguments à leurs adversaires les plus acharnés.

Ainsi, regardons brièvement les trois derniers sondages politiques. Celui de « Publimétrie » (l'Aurore du 20 novembre) pose carrément des questions au futur : « Pour quel parti voterez-vous ? » Il avoue benoîtement qu'il a interrogé mille personnes et que, sur cet effectif, 40 % ne savent pas pour qui ils voteront, cependant que 24,4 % des personnes ayant fait leur choix refusent de l'indiquer aux enquêteurs, estimant (on ne saurait les en blâmer) que la présentation de la question par « Publimétrie » ne les satisfait pas. Calculez : il reste 254 personnes qui répondent — et à partir de cet échantillon, on nous dit non seulement pour quels partis les Français sont censés voter, mais on nous les répartit par sexe, âge, régions, professions ! Vertigineux : n'importe quel statisticien vous dira que cela n'a aucune espèce de validité scientifique.

La SOFRES, de son côté (le Figaro, 20 novembre), présente un sondage pré-électoral classique. Ses résultats ne présentent pas d'évolution très sensible depuis le mois précédent, car une différence d'un ou deux points, en pourcentage, dans un sondage, n'est guère significative (1). Rappelons donc que, d'après la SOFRES, le PCF recueillerait aujourd'hui 21 % des voix, ce qu'elle baptise la « gauche non communiste » (et qui, première critique, range pêle-mêle radicaux de gauche, socialistes et... PSU !) aurait 22 % (2), les « réformateurs » 13 %, la « majorité » 42 %, et « divers droite » hors majorité 2 %. On nous dit par ailleurs, ce qui n'est pas inintéressant, qu'en cas de deuxième tour, 10 % des réformateurs iraient jusqu'à voter communiste contre un candidat de la majorité, la proportion montant même à 48 % si le candidat de la gauche est un socialiste : la stratégie électorale de Mitterrand n'a pas l'air de lui réussir trop mal. Mais notons que la SOFRES a sûrement tort de donner une répartition des voix, au sein de la majorité, entre ses différents clans (UDR, RI et CDP) : on fait comme si les électeurs avaient effectivement le choix entre ces trois familles, alors qu'on sait bien que, dans la majorité des circonscriptions, ce ne sera pas le cas (pas plus que ce ne l'a été en 1967 et 1968). Enfin, il faut relever que l'on fait comme si chaque parti était présent dans toutes les circonscriptions, alors que cela ne sera pas le cas de certains d'entre eux : on donne ainsi des chiffres qui sont intéressants comme indications de tendances mais qui présentent un certain décalage forcé par rapport à la façon dont les choses se passent réellement dans les situations locales concrètes.



A.F.P.

L'ifop franchit le mur du çon

Mais la palme de la semaine revient incontestablement à l'IFOP (l'Express, même date). Il aura fallu de nombreuses protestations pour que (dans l'Express du 27), l'IFOP précise quelle était la taille de son échantillon et quelles questions il a posées. Ces précisions n'excusent d'ailleurs pas cet étrange classement des Français en fonction de leurs sympathies politiques, avec des « chevauchements » : ainsi, on demandait aux gens de noter, de - 5 à + 5 différentes forces politiques, selon qu'ils s'en sentaient plus ou moins proches. Pour peu que quelqu'un réponde : + 5 pour la majorité et + 1 pour les réformateurs, il était, du coup, en même temps, classé « majorité » et « réformateur » ! On se demande bien, dans ces conditions, quel peut bien être l'intérêt de ce qu'on ose appeler « les trois courants de l'électorat français », majorité (48 %), réformateurs (35 %) et union de la gauche (31 %), à part, bien sûr, l'intérêt que peut trouver l'IFOP à vendre un sondage à l'Express... Nous pouvons, du reste, révéler aux lecteurs de « TS » que l'IFOP a réalisé, il y a peu de temps, un véritable sondage sur les intentions de vote, et que les résultats de cette enquête (qui n'ont pas été publiés) sont très voisins de ceux obtenus par la SOFRES. Notons enfin que, dans l'étude de l'IFOP pour l'Express, on cherchait à connaître les raisons pour lesquelles les individus votent pour telle ou telle force politique (l'union de la gauche étant d'ailleurs bizarrement considérée comme un parti unique) ; mais au lieu de demander aux personnes interrogées ce que sont leurs propres raisons de voter dans le sens où elles le font, on leur a demandé quelles étaient, selon elles, les raisons de « l'électeur » (en général), ce qui implique une re-composition possible de la part des personnes interrogées et rend donc impossible toute interprétation des résultats.

Tout cela n'est pas sérieux.

Encore une fois, les sondages peuvent constituer un élément utile pour l'information de chacun. En interdire ou en limiter la publication constituerait sans contester une atteinte inadmissible à la liberté de l'information. Et peu importe que la publication de résultats influe (ce qu'elle fait d'ailleurs très faiblement) sur les comportements des électeurs : toute information publiée, quelle qu'elle soit, exerce une influence.

Encore faudrait-il que les instituts qui réalisent et vendent des enquêtes d'opinion respectent le minimum de règles scientifiques qui fondent les

techniques qu'ils emploient. Dans les cas récents qu'on a pris ici comme exemples, les organes de la presse bourgeoise ont sans aucun doute péché par excès de zèle dans l'interprétation des résultats. Mais les conditions mêmes dans lesquelles certains de ces résultats ont été obtenus (en particulier par l'IFOP et Publimétrie) indiquent que, cette fois, la presse n'est pas le principal responsable.

Gilbert HERCET ■

(1) La SOFRES aurait dû en prévenir le commentateur du Figaro, qui ne semble pas avoir été mis au courant de cette restriction...

(2) Dont 3 % pour le PSU.

PC - PSU quelques explications

L E 1^{er} novembre, le bureau national du PSU écrivait au bureau politique du PCF pour lui poser deux questions, après avoir rappelé sa position sur l'accord PC-PS et le programme commun qui en est issu :

1) La menace d'agressions fascistes (CFT - SAC - CDR - Front national...) n'appelle-t-elle pas une concertation et une réaction commune des forces de gauche et d'extrême gauche ?

2) Le PSU a fait connaître sa position pour un désistement de classe au deuxième tour des prochaines élections quelle est celle du PCF ?

Le PSU était prêt à rencontrer le PCF pour en débattre. Trois jours après, le PCF acceptait. Le 22 novembre, deux délégations se sont donc rencontrées pendant plus de deux heures. Après un débat parfois très dur, mais finalement cordial, aucun accord ne fut réalisé.

On convint que chaque organisation ferait état de la rencontre dans ses propres termes. On se reverra si nécessaire sur le premier point, car le PCF ne voyait point de menaces sérieuses, le moment venu sur le second, c'est-à-dire à proximité du deuxième tour. Le PSU a, pour sa part, publié un communiqué montrant clairement qu'aucun accord n'a été réalisé. Dans des conversations avec des journalistes nous avons indiqué que le PCF ayant rappe-

PRIX : le rideau de fumée

Par des mesures bien tardives d'encadrement du crédit, Giscard tente de juguler une inflation qui est devenue une des causes premières du mécontentement des Français. L'effarante progression des prix est pourtant bien le résultat d'une politique au service du capital, dont les travailleurs font les frais, et non pas seulement comme on voudrait le leur faire croire, la conséquence d'une conjoncture internationale sur laquelle un gouvernement n'aurait aucune prise.

L'INFLATION se traduit directement par une réduction du pouvoir d'achat des travailleurs et des plus pauvres des Français. Au contraire, elle profite à tous ceux qui détiennent le pouvoir de l'argent à quelque niveau qu'ils se situent : banquiers, chefs d'entreprises industrielles ou commerciales bien placés dans la concurrence, gouvernement et aussi à toutes les catégories sociales à revenu élevé, notamment par le jeu des augmentations hiérarchisées.

lé qu'il s'était toujours désisté en faveur du candidat de gauche le mieux placé, on pouvait en déduire qu'il en serait de même en mars 73. Le PCF avait néanmoins précisé, disions-nous, qu'il attachait de l'importance à l'attitude à l'égard du programme commun. Alors pourquoi la polémique lancée par le PCF, avec son cortège habituel d'injures ?

Il est significatif que le PCF n'ait rien dit sur la première question. Séguy vient d'apporter la réponse ! Il faut rassurer, apaiser, garder le sourire, encaisser les coups, pour plaire au premier tour et être bien placé au second.

Notre droit à l'existence

Conséquence : attendons le résultat du premier tour, pour faire le bilan et voir dans quelle mesure on a besoin du PSU. Si l'on pouvait s'en passer, quelle aubaine ! Mai 68 serait effectivement devenu « le mai de la CGT »...

Accuser le PSU d'électorisme dans ces conditions tient du burlesque. Il est vrai que Tartuffe voit facilement chez les autres ses propres défauts pour se les faire pardonner. Voilà le PCF dans les luttes et le PSU dans le parlementarisme : qu'en pensent les travailleurs du Joint Français et de Michelin ? Finalement, ce n'est pas sérieux : oubions l'embarras du PCF. Mais alors que diable allions-nous faire dans cette galère ? Rappelons-le brièvement :

1) Il nous faut manifester sur le terrain politique comme dans la lutte sociale qu'il existe d'autres forces que celles qui seront représentées le 1^{er} décembre à la Mutualité : sans elles, le socialisme ne se fera pas ; contre elles, il ne mériterait plus son nom.

L'analyse des causes immédiates de l'inflation actuelle en France montre d'ailleurs bien comment la hausse des prix touche d'abord les plus faibles revenus. Elle est tirée en effet par les produits alimentaires qui ont augmenté au rythme annuel de 9,6 % au cours des trois derniers mois. Le beefsteak a, quant à lui, augmenté de plus de 20 % par an. Comme les produits alimentaires tiennent une part proportionnellement plus grande dans les dépenses des catégories sociales à faible revenu, la hausse de ces produits frappe d'abord de plein fouet les plus pauvres.

Si l'inflation actuelle, plus encore qu'aucune autre, touche directement les plus défavorisés, il faut voir aussi qu'elle s'alimente de la spéculation de ceux qui détiennent le pouvoir de l'argent.

En effet, pour l'instant, on n'a pas d'inflation par excès de la demande en France. Globalement, la consommation est soutenue, elle n'est pas excessive. Les stocks chez les commerçants ne sont pas très éloignés de la normale. Si l'activité est forte aussi du côté des industries de biens intermédiaires, elle n'est pas encore suffisante pour les industries de biens d'équipement. Les investissements des entreprises ne sont pas encore très élevés. Et dernière preuve que la « surchauffe » n'est pas encore là, le taux de chômage reste élevé.

2) Le programme commun résulte d'un accord de sommet entre le PC et le PS, auquel se sont associés les radicaux de gauche. Il est normal qu'on n'y retrouve que partiellement les bases d'une lutte anti-capitaliste conséquente. Maurice Faure estime que 80 % du programme étaient déjà dans le manifeste radical de Servan-Schreiber ; il y a donc 20 % qui sont bons à prendre...

3) Le manifeste que prépare le PSU pour ouvrir la perspective d'un socialisme autogestionnaire n'est évidemment pas pris en compte par le « programme commun » qui se situe (voir le préambule) dans une perspective parlementaire et gouvernementale. Nous ne demandons pas au PCF de signer notre manifeste ni d'ouvrir la négociation avec les organisations révolutionnaires. Nous lui demandons seulement de reconnaître notre existence.

Car nous défendons notre droit à l'existence. Devant l'attitude du PCF, une question redoutable vient à l'esprit. S'il n'y a point de salut aujourd'hui hors du programme commun, qu'en sera-t-il demain avec un gouvernement issu de ce programme ? N'y a-t-il pas là une contradiction avec certains passages du programme, certes ambigus, mais alors éclairés d'une façon bien inquiétante ?

Nous avons conscience de représenter, faiblement, confusément, insuffisamment, mais de représenter quand même une aspiration essentielle des masses populaires, celle même que beaucoup de militants expriment par le mot d'autogestion : nous ne désertons ce combat à aucun prix, ni aujourd'hui, ni demain, et nous entendons qu'il soit reconnu par tous ceux qui prétendent « ouvrir la voie au socialisme ».

Robert CHAPUIS ■

Si l'inflation ne trouve pas naissance dans une demande générale excessive, elle trouve aliment dans de nombreux secteurs spéculatifs. La construction est le meilleur exemple de cette spéculation. Jamais peut-être le marché de l'immobilier n'a été aussi florissant. Quand les prix des appartements augmentent de 10 %, 20 % ou plus chaque année, ces hausses ne peuvent que se répercuter partout dans l'économie.

L'impuissance

Inflation de pénurie pour la viande, par exemple, inflation de spéculation dans la construction et dans d'autres secteurs, l'inflation actuelle n'est certes pas traitée par le gouvernement comme elle devrait l'être.

Ne parlons pas trop longuement des successifs échecs de la politique contractuelle des prix.

Giscard, sauf quelques interventions « bidon » du côté de l'édition, n'a rien fait de sérieux pour gêner la libre fixation des prix par le patronat.

La deuxième action de Giscard contre l'inflation est l'action par le budget. Giscard s'est vanté devant les députés de faire aussi bien, et même mieux, que Poincaré en ce qui concerne le respect de l'équilibre budgétaire. Il s'agit là de ne pas alimenter l'inflation par des dépenses publiques plus fortes que les recettes de l'Etat.

Le malheur est que cet équilibre est un leurre. Il est financé par la hausse des prix et il l'alimente. Les impôts indirects ne sont pas seulement injustes, mais ils pèsent sur le niveau des prix. Et on voit leur part augmenter encore dans le budget de 1973 par rapport aux impôts directs qui pourraient reprendre une part du pouvoir d'achat excédentaire des plus fortunés des Français.

Du côté des dépenses, on constate la même inaptitude du budget de classe de Giscard à juguler l'inflation. Le budget de 1973 rogne sur les crédits sociaux et sur les équipements collectifs gelés dans le Fonds d'action conjoncturelle. Mais il assure une priorité aux dépenses militaires qui ont, parmi d'autres défauts plus graves, celui d'être directement inflationnistes car elles ne se traduisent par aucune augmentation de la production consommable. Même remarque pour les autres dépenses de prestige.

Enfin, l'action de Giscard contre l'inflation se fait surtout par la monnaie. Depuis septembre, les taux d'intérêts du marché monétaire ont doublé, les réserves obligatoires des banques sur les crédits qu'elles accordent ont été portés à 33 %, le crédit aux particuliers et le crédit hypothécaire ont été freinés.

La monnaie et le profit

Globalement, cette action est trop tardive et elle est inadaptée. On comprend mal — au plan de la seule logique économique — pourquoi Giscard a levé d'un coup, en 1971, l'encadrement du crédit laissant les banques se ruiner sur l'argent à gagner, développant sans vergogne leur publicité pour le crédit aux particuliers offert à des taux presque usuraires, accélérant leurs mises dans la spéculation sur la construction dans les secteurs les plus rentables au point de vue bénéficiaire et les moins utiles à la collectivité.

Aujourd'hui, après avoir donné libre cours aux profits des banques, il veut redresser la barre. C'est bien tard. Il aurait dû desserrer le crédit progressivement en alimentant d'abord les secteurs socialement et économiquement utiles. Mais c'était là aussi porter la main sur le pouvoir de l'argent.

Le résultat est clair : 80 % de la monnaie est aujourd'hui créée à l'initiative des banques. Et si l'on doit donner une large part aux banques nationalisées dans ce total, on ne les voit pas intervenir avec une logique différente de celle des banques privées. La masse monétaire poussée par l'expansion du crédit augmente au taux de 19 % par an. C'est manifestement excessif au niveau global — comparé aux besoins de la production —, et c'est également une croissance très mal répartie.

L'action du freinage de la monnaie entreprise par Giscard intervient trop tard. Elle va porter ses fruits en 1974 et cela se traduira d'abord par une baisse de l'expansion avant d'entraîner peut-être une stabilisation des prix. L'action par la monnaie se justifierait si l'inflation actuelle devenait une inflation par la demande, ce qu'elle tend à devenir. Mais une telle inflation par la demande n'aurait pu être combattue que par un freinage progressif exercé depuis déjà de nombreux mois.

Inflation et élections

Cette analyse des impuissances de Giscard devant l'inflation s'éclaircit d'un jour nouveau à l'approche des élections. Encore une fois, on rend les salariés — qui ne sont pas « raisonnables » — responsables de la hausse des prix. Il s'agit de prendre appui sur l'opinion en la trompant pour freiner à toute force les revendications sociales. On montre le gouvernement soucieux de défendre la monnaie face à des syndicats — et à des partis de gauche — irresponsables. Et l'on fait appel encore au mythe de « Pinay-La-Confiance ». On arrose de quelques mesures partielles les vieux, les retraités, les plus défavorisés, pour faire croire que dans l'inflation le gouvernement n'oublie pas les premières victimes.

Cette politique du rideau de fumée n'empêche pas l'ensemble de la politique économique du gouvernement d'être la cause de l'inflation actuelle. L'incurie de la politique de l'élevage, responsable de la pénurie de viande, ne date pas d'aujourd'hui. La spéculation foncière n'a jamais été vraiment combattue, pas plus que les autres types de spéculation.

En fait, un certain taux d'inflation est toléré jusqu'aux élections parce qu'il permet à bon compte de prolonger l'enrichissement des catégories sociales favorables au régime. « Enrichissez-vous », c'est le mot d'ordre, et le gouvernement favorise autant qu'il le peut ce qui est sa doctrine principale. Jamais les bénéfices des sociétés n'ont été aussi élevés dans de nombreux secteurs.

Mais déjà, l'inquiétude se fait jour. On est peut-être allé trop loin, et on commence à en prendre conscience. La hausse des prix peut s'accélérer et emporter une fois encore le franc déjà dévalué en 1969. La compétitivité des produits français à l'étranger peut être menacée par les succès des concurrents de la France dans la stabilisation de leurs prix. Aux Etats-Unis, en Allemagne, en Grande-Bretagne, des plans de lutte contre l'inflation ont été appliqués ou vont l'être. Les brillants résultats des exportations françaises risquent de ne pas durer toujours.

Alors, on voit se dessiner la prochaine étape de Giscard contre l'inflation. Avant les élections, il n'a pas voulu à nouveau parrainer un plan de stabilisation. Mais après, pourquoi pas ? Il retomberait là dans son travers familial, après avoir été le responsable de la plus forte hausse des prix depuis longtemps, il pourrait bien revenir à sa pratique du sous-emploi et du chômage pour mieux asséoir — avant les élections présidentielles de 1976 — son image réactionnaire de défenseur de la monnaie.

Gilbert MARTIN ■

AVORTEMENT ET CONTRACEPTION

Toute la presse en parle, les procès de Marie-Claire et de sa mère sont un élément essentiel de la grande bataille de la libération de la femme.

L'acquittement de Marie-Claire et les peines légères de principe marquent une première étape. Dès maintenant puisque c'est possible, s'ouvre la lutte pour l'abrogation de la législation répressive sur l'avortement.

Nous avons voulu présenter dans « TS » un dossier permettant aux militants, à toutes les femmes et à tous les hommes, de saisir l'importance de l'enjeu. Ce qui est en cause ce n'est pas la fabrication d'une loi, moyen important cependant, c'est plus profondément de prendre conscience collectivement qu'il n'est plus possible de supporter le poids d'une métaphysique qui n'est pas la nôtre.

DELPHINE SEYRIG, membre d'un groupe MLF et de l'Association Choisir, animée par Gisèle Halimi, raconte comment s'est passée la fameuse émission de la télévision sur l'avortement. Vous trouverez dans son interview non seulement ses opinions sur la contraception, l'avortement et la libération de la femme, mais vous verrez aussi comment on manipule une émission de télévision pour faire prendre au peuple de France des vessies pour des lanternes. Odette Cahier, militante de notre parti, est aussi militante au Mouvement Français pour le Planning Familial. Avec le poids de la pratique populaire

de son association départementale, elle explique comment son militantisme s'insère dans le combat de classe sur la contraception, l'avortement et l'information sexuelle.

Nous publierons la semaine prochaine une interview de Jean Gondonneau, militant du parti et secrétaire général du Mouvement Français pour le Planning Familial. L'ampleur de ce texte ne nous en permet pas la publication cette semaine — Jean Gondonneau, co-auteur du « rapport Simon » : le comportement sexuel des Français — commente l'enquête et l'éclaircit d'un jour nouveau par rapport aux commen-

taires déjà publiés dans la presse d'information.

Un moyen

L'avortement n'est pas une méthode contraceptive. Plus exactement, il ne devrait pas l'être. Mais dans l'état actuel des choses, force est de constater que pour un grand nombre de femmes des milieux populaires, l'avortement est plus exactement il ne devrait pas l'être. Mais dans l'état actuel des choses, force est de constater que pour un grand nombre de femmes des milieux populaires, l'avortement est une méthode contraceptive. Celles-ci n'ont ni l'information, ni les relations sociales, ni même les moyens financiers de s'offrir une véritable contraception.

Pour toutes les femmes quelle que soit leur classe sociale, l'avortement doit être un moyen, un pis-aller, pour rede contraception.

La bataille pour l'abrogation de la législation contre l'avortement (et non pour l'autorisation de l'avortement) est inséparable de la bataille pour une véritable contraception dont l'information et l'utilisation doivent être libres et gratuites.

En matière de contraception et d'avortement, dans la société actuelle, tout se passe comme si la vie et sa protection en étaient le fondement essentiel.

Nous savons ce qu'il en est en réalité quand on voit le peu d'égard qu'a le capitalisme pour la vie de tous les jours, dans le travail comme dans le quartier, des travailleurs hommes et femmes qu'il maintient sous sa domination.

Résignation

La vérité c'est que tous les moyens sont bons pour rendre les hommes et les femmes irresponsables de leur présent et de leur avenir. L'aliénation n'est plus seulement économique, celle-ci, résultat de l'offensive continue, menée à travers l'école, l'information, la publicité, la culture commerciale, vise à faire accepter par chacun le type de société qu'imposent aujourd'hui les grands intérêts financiers. Or si l'exploitation conduit celui qui la subit à la lutte, l'aliénation a ceci de redoutable qu'elle conduit celui qui la subit à la résignation.

Dans l'état actuel des choses, la femme n'est pas responsable de ses choix sur un élément fondamental de sa personnalité ; faire ou ne pas faire d'enfants. Nous nous battons pour une véritable libération des femmes, cela passe par la contraception libre et gratuite, par l'avortement libre et gratuit. Ce combat, nous le menons aux côtés notamment de l'association Choisir, du MLF et du MFPP.

Patrick GANCEL ■



Delphine SEYRIG. Effacée de l'écran.

Seule dans une espèce de

Lors de l'émission sur l'avortement à l'ORTF, les organisateurs avaient demandé à Delphine Seyrig de participer. Ils lui avaient dit : « Vous serez la surprise ». Il y aura un débat entre X, Y et Z, et vous viendrez à un certain moment comme l'invitée surprise. Nous avons demandé à Delphine Seyrig de nous dire comment cela s'est réellement passé. Puis nous sommes allés plus loin.

Les invités étaient dans un studio rue Cognac-Jay. On m'a mis dans un studio à la Maison de la Radio. J'étais donc seule dans une espèce de prison où je levais la main quand je voulais intervenir. Mais il ne se passait rien, je n'intervenais pas, la conversation se poursuivait, je les entendais, je les voyais déjà parler d'autre chose quand je n'étais pas intervenue sur le point où je voulais intervenir.

L'expérience personnelle

Si bien que je n'étais projetée sur l'écran qu'au moment où cela les arrangeait. Ceux qui participent au débat restaient toujours visibles pour les téléspectateurs. Quand ils avaient quelque chose à dire, même si on ne leur donnait pas la parole, les téléspectateurs voyaient qu'ils avaient envie de parler. Tandis que moi, j'étais effacée de l'écran, je n'existais plus et je m'agitais impuissante dans mon studio. Je devenais folle parce que c'est très frustrant de ne pas être là ni de corps, ni de voix...

Chaque fois que j'ai fait une intervention où j'ai mis mon expérience en cause, j'ai été poliment remise en place. On a le droit de faire des discours pendant des heures sur un sujet mais c'est impossible lorsqu'on aborde certains sujets, de dire : « Voilà ce que j'ai vécu ». Ainsi à un moment M. Neuwirth m'a demandé : « Mais pourquoi êtes-vous contre la contraception ? » Alors que rien n'avait encore été dit sur la contraception. Je lui ai répondu : « Je suis si peu contre la contraception que je prends la pilule ». Seulement, j'ai ajouté : « Mais il peut m'arriver de l'oublier et si alors je me retrouve enceinte, je dois pouvoir recourir à l'avortement ».

On a coupé à ce moment-là et le présentateur a dit : « Nous vous remercions beaucoup de cette information personnelle... » Car on peut parler du problème de la contraception en général, du manque d'information des femmes, etc. mais quelqu'un dit : « Je prends la pilule... » on rit, et cela ne fait plus partie d'une discussion sérieuse.

L'émission s'est terminée sur un projet de création de commission qui ju-

gerait si une femme a de bonnes raisons d'avorter. Et moi je dis, ici, ce que je n'ai pas pu dire alors, car on ne me laissait plus parler : il n'y a ni bonnes ni mauvaises raisons d'avorter ; il y a la simple volonté de la femme c'est tout.

Le Professeur Wetter a un moment a dit que quand des jeunes filles venaient le voir en disant : « Voilà, je suis enceinte et je ne veux pas de cet enfant » il leur demandait pourquoi elles ne voulaient pas leur enfant.

Or je prétend que c'est indiscret. On n'a pas à demander à une femme pourquoi elle ne veut pas de son enfant, c'est une atteinte à la liberté. Une femme doit être libre d'avorter sans qu'on lui pose la moindre question. Cela ne regarde qu'elle. Je voudrais savoir qui sont les gens qui peuvent se nommer juges d'une situation ?

Liberté sexuelle, mais pour qui ?

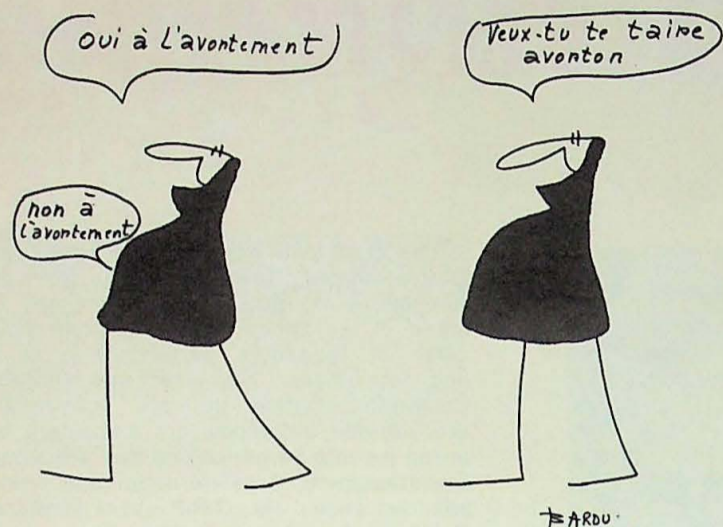
La liberté entière et totale de la femme à avorter n'est pour moi que la première étape vers la liberté de la femme. On ne peut absolument pas parler de la liberté de la femme tant qu'elle n'a pas la liberté du travail et celle de son corps.

Or, ce que l'on a appelé la liberté sexuelle n'a été qu'un autre esclavage : les femmes qui refusent l'acte sexuel sont considérées comme des salopes. Autrefois elles étaient des

Quiconque, par aliments, breuvages, médicaments, manœuvres, violences ou par tout autre moyen, aura procuré ou tenté de procurer l'avortement d'une femme enceinte ou supposée enceinte, qu'elle y ait consenti ou non, sera puni d'un emprisonnement d'un an à cinq ans et d'une amende de 1.800 F à 36.000 F. L'emprisonnement sera de cinq à dix ans et l'amende coupable s'est livré habituellement à ces actes de 18.000 F à 72.000 F s'il est établi que le sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 360 F à 7.200 F la femme qui se sera procuré l'avortement à elle-même ou aura tenté de se le procurer, ou qui aura consenti à faire usage des moyens indiqués ou administrés à cet effet.

Pour les médecins et les personnes qui appartiennent aux professions de la santé, s'ajoute :

- la suspension pendant cinq ans au moins ou l'interdiction absolue de l'exercice de leur profession.



Rappel à l'Ordre

Le Professeur Lortat-Jacob dément être l'une des 343 salopes qui ont signé le manifeste. Je me suis fait avorter. Président du Conseil de l'Ordre des Médecins, le Pr Lortat-Jacob estime qu'il n'a pas à tenir compte des problèmes sociaux en prenant position sur l'avortement. Et il blâme le Pr Paul Milliez, sexagénaire vénérable et universitaire respecté, catholique au demeure-

rant, pour avoir dit au procès de Bobigny que, si Marie-Claire était venue le trouver, il l'aurait aidée à se faire avorter.

Et au mépris de la loi qui protège les dépositions des témoins en justice, il fait convoquer le Pr Milliez par le ministre de la Santé Foyer. Pour le gronder. Comme un sale gamin. Décidément, le Conseil de l'Ordre ne renie pas ses origines pétainistes : la famille mōssieu ! La famille ! De qui se moque le Professeur Lortat-Jacob ? Mais tout simplement des 500.000 travailleuses qui sont chaque année obligées de faire avorter. Pas en Suisse. Ni en Angleterre. Mais dans la clandestinité et la misère. Le « social » — pouah ! — n'intéresse pas le Professeur Lortat-Jacob...



Pascal LEBRUN Le Pr Milliez

prison

salopes si elles couchaient avec des types. Ce qu'on a appelé la liberté sexuelle n'a été qu'une libération sexuelle pour les hommes, y compris pour beaucoup de révolutionnaires, pour qui la liberté sexuelle ça veut dire que les femmes se couchent immédiatement quand on leur demande, et font l'amour sur l'instant.

L'éducation sexuelle de la femme

Qu'est-ce qu'on entend par éducation sexuelle, sinon expliquer à une enfant le processus de la procréation ?

Mais je ne crois pas qu'on expliquera aux filles le mécanisme du plaisir ; et ce pour des raisons précises : car si on expliquait aux femmes comment elles sont faites physiologiquement et les mécanismes de leur sexualité, elles s'apercevraient rapidement que l'homme est accessoire dans cette sexualité. Il est précieux si elles tiennent à l'avoir, mais il n'est pas indispensable.

Or tant que la société sera faite par les hommes, les femmes ne recevront pas une éducation sexuelle réelle, mais une fausse, qui conservera à l'homme son rôle indispensable pour leur sexualité.

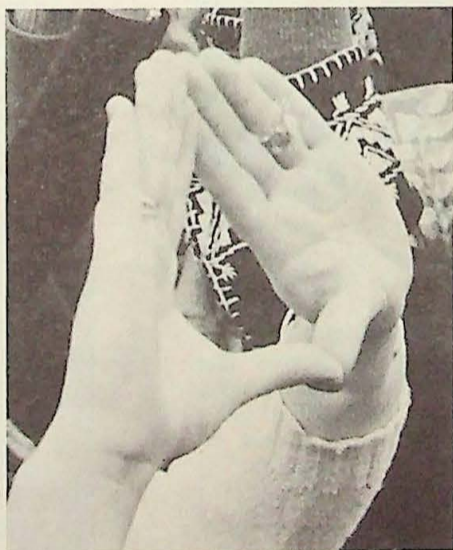
C'est pourquoi en parlant entre elles, les femmes apprennent plus sur leur sexualité qu'auprès de leurs parents, de leurs amants, de leur mari, des médecins, des curés, des avocats, etc. C'est un des objectifs du MLF que

d'aider les femmes à s'informer par elles-mêmes.

On ne résoudra rien tant qu'on n'aura pas éliminé cette première notion de propriété de la femme. C'est pour cela que le fait d'être femme est la première chose qui me concerne. Je rejoins beaucoup de femmes du MLF que ce soit en Amérique ou ailleurs lorsqu'elles refusent d'appartenir à un groupe politique. Parce qu'à partir de ce moment là, le fait d'être femme devient secondaire. Je veux dire que la femme s'efface devant une structure faite par les hommes, et qui leur correspond, dans laquelle ils peuvent imposer leur force et leur domination.

Je sais que dans n'importe quelle réunion avec des hommes, même à égalité, ce seront les hommes qui parleront et si les femmes parlent, elles se croient obligées d'adopter le vocabulaire et la façon de penser des hommes.

Toute la civilisation est mâle. C'est très difficile de rompre avec cela...



POURQUOI MILITER AU PLANNING FAMILIAL ?

L'ALIENATION des travailleurs trouve son fondement dans l'organisation économique, politique des rapports sociaux et son expression dans le système culturel et idéologique qui s'y rattache.

De ce fait, il devient clair que l'offensive pour une libération sexuelle ne peut représenter qu'un élément dans un combat politique global, pour une libération culturelle, idéologique, dans un contexte de lutte de classes.

La bourgeoisie dispose d'une capacité très étendue à assimiler les revendications sociales dans quelque domaine qu'elles s'expriment, et celui de la sexualité ne fait pas exception. Après avoir eu une attitude entièrement répressive, elle peut accepter certains comportements minoritaires, en prenant soin précisément qu'ils restent marginaux : les communautés hippies ont fini d'inquiéter la bourgeoisie américaine, l'homosexualité n'est plus justiciable des tribunaux anglais...

Au-delà même, elle peut récupérer les revendications en y apportant une réponse chargée de ses propres valeurs, par exemple, elle a intégré la pornographie dans son propre système économique en créant les sex-shops.

Enfin, elle peut accepter une certaine libéralisation de la loi parce que cela apparaît nécessaire à sa propre survie : la contraception dans les pays colonisés.

Vers une libération collective

La bourgeoisie peut aussi libéraliser la législation en gardant ses avantages. En France, la loi Neuvirth, votée en 1967, ne favorise en fait la contraception que pour une certaine élite puisqu'aucune mesure ne prévoit de rendre les Français égaux devant l'éducation contraceptive.

Face à cet écueil, il importe donc de préciser les objectifs que l'on s'assigne. En premier lieu, puisqu'il s'agit d'un problème de société, il faut dépasser la simple perspective d'une libération individuelle des hommes et poser la revendication d'une libération collective avec ce que cela entraîne en nécessité d'organisation.

En second lieu, puisqu'il s'agit d'un problème de classe, il faut choisir les lieux d'intervention. Si la libération des intellectuels, des cadres, reste encore à faire malgré leur plus grand affranchissement c'est vers les couches prolétaires culturellement défavorisées qu'il convient de faire porter l'effort éducatif (grands ensembles, entreprises, zones rurales...).

Enfin, et peut-être surtout, puisqu'il s'agit d'un combat global, c'est plus une sensibilité générale qu'il faut éveiller que de simples appuis techniques qu'il faut distribuer.

Pour remédier aux inégalités sociales et culturelles dans le domaine de la sexualité, il faut inventer une forme de lutte qui se place tant sur le plan individuel que collectif. Comme c'est une lutte pour une sexualité libérée, il faut en faire coïncider la portée avec la dimension même des aliénations dont on veut que l'homme se libère.

Un mouvement politique

Le Mouvement Français pour le Planning Familial (MFPF) n'est pas un parti politique. C'est un mouvement politique dans le sens où il affirme dans sa motion d'orientation votée au congrès de 1971 que :

« Par delà les formes institutionnelles, ce sont les conditions d'existence et les structures sociales profondes qui modèlent les représentations et la pratique de la sexualité ».

« Le MFPF a choisi de faire de la liberté — et de la confiance en la capacité de l'homme à savoir l'utiliser — le fondement et la fin de son action. Il a en outre choisi, d'exercer cette action au niveau des mentalités et des relations interpersonnelles, sans ignorer pour autant la nécessité d'une transformation profonde des structures et des Institutions, qui n'est pas spécifiquement de son ressort. »

En 1972, la motion d'orientation votée en congrès propose notamment des interventions en milieu populaire, sur les lieux de travail et dans le cadre de vie. Elle propose aussi de lutter contre la répression sexuelle en demandant le droit à la contraception pour les mineurs, veut modifier la loi Neuvirth de 1967 (rendue caduque avant d'être appliquée). Le MFPF est aussi contre toute législation répressive de l'avortement. Il projette de lutter pour obtenir le divorce par consentement mutuel, (veut encore modifier une loi surannée).

Les conseillers-animateurs du Planning Familial veulent rendre effective l'égalité de l'homme et de la femme. Au contact des réalités quotidiennes, ils ont depuis longtemps constaté la double aliénation de la femme en milieu populaire, exploitée en tant que prolétaire, elle est de plus, soumise à la domination de l'homme.

Il va s'en dire que les hommes sont aussi victimes du rôle que la société les oblige inconsciemment à jouer.

La libération de la sexualité passe donc par la « désaliénation » de la femme. Mais aussi par celle de l'homme.

Odette CAHIER

Elements

pour un projet de loi sur l'avortement

- Il devrait tout d'abord abroger tous les textes législatifs réprimant l'avortement, en particulier l'article 317 du Code pénal.
- Il devrait affirmer clairement que toute femme pourra se faire avorter et ce sans mention d'âge.
- Il devrait préciser que l'avortement (l'intervention) se fera dans un établis-

sement hospitalier et qu'il ne sera pas perçu d'honoraires à l'occasion de cette intervention.

- Il devrait affirmer que dans tous les cas d'interruption volontaire de grossesse, la femme garde seule la liberté de sa décision.
- Il devrait proposer que dans le cas d'une volonté d'interrompre une grossesse entre 1 et 12 semaines, la femme puisse avoir un entretien d'information gynécologique et contraceptive, que pour une grossesse entre 12 et 24 semaines, la femme ait deux entretiens d'information, l'un avec un gynécologue accompagné d'un examen (risques de contre-indication), l'autre avec un psychologue ou un conseiller familial ou conjugal.
- Il devrait enfin comporter la décision d'amnistie générale pour toutes les condamnations (et leurs suites) en matière d'avortement.



LY VAN SAU :

porte-parole de
la délégation du GRP
à Paris

“ Obliger Nixon à honorer ses engagements ”



Gif-sur-Yvette, négociations secrètes, sourire de Le Duc Tho, grimace de Kissinger, photos d'exclusivité : voilà ce dont la presse se repait aujourd'hui. Comme cela est loin du contenu réel des négociations difficiles engagées par nos camarades vietnamiens pendant que, sur le terrain, les combats continuent et que le peuple attend le cessez-le-feu ! La réalité, nous la retrouvons ici, dans cette interview exclusive accordée à « TS » par Ly Van Sau, porte-parole de la délégation du GRP à Paris. ■

LE DUC THO ET KISSINGER. La mauvaise foi et la duplicité de Nixon.

TRIBUNE SOCIALISTE : L'administration Nixon a accepté, au mois d'octobre, un accord prévoyant le retrait des forces d'agression et comportant quelques dispositions sur le règlement politique du problème vietnamien. En refusant d'appliquer cet accord après sa conclusion, Nixon a montré que ses objectifs étaient électoraux et que sa seule préoccupation était de faire croire qu'il voulait vraiment se retirer du Vietnam.

Voulez-vous nous rappeler quelles sont les grandes lignes de cet accord et celles qui vous paraissent essentielles ?

LY VAN SAU : On se souvient, que depuis l'ouverture de la Conférence de Paris sur le Vietnam en janvier 1969 les Etats-Unis d'une part se sont mis à « vietnamiser » la guerre — c'est-à-dire à la prolonger et à l'étendre sous d'autres formes — d'autre part ont fait traîner les négociations en s'opposant au retrait rapide, total et inconditionnel des troupes américaines et en refusant de reconnaître la résistance sud-vietnamienne. L'administration Nixon cherchait par tous les moyens à nier l'existence du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire et des Forces Armées de Libération, tout en proclamant que le régime fantoche de Saigon est le « seul gouvernement légal et constitutionnel » auquel le F.N.L. devrait « se soumettre » après avoir « déposé les armes » et « renoncé à la violence » pour pouvoir ensuite « jouir des droits de vote ».

Par sa résistance opiniâtre, la population sud-vietnamienne et ses forces armées ont mis successivement en échec toutes les manœuvres de « vietnamisation » et démasqué les mensonges et calomnies de l'administration Nixon. L'offensive des Forces Armées de Libération commencée à la fin du mois de mars dernier et qui se poursuit toujours avec succès et ensemble avec les soulèvements populaires, ont démontré la faillite inévitable de la politique de « vietnamisation » de la guerre de Nixon.

Sur la base de cette position de victoire et d'initiatives de notre peuple dans sa lutte patriotique et dans le but de débloquent la Conférence de Paris sur le Vietnam, le gouvernement de la Répu-

blique démocratique du Vietnam, d'un commun accord avec le G.R.P., a présenté, en octobre dernier, à la partie américaine, le projet de « l'Accord sur la cessation de la guerre et le rétablissement de la paix au Vietnam ».

C'était une importante initiative de notre part qui a fait ressortir notre bonne volonté, notre sincère désir de paix et nos objectifs de lutte qui restent invariables.

Après de laborieuses négociations sur la base de ce projet, le 22 octobre dernier, le président des Etats-Unis a reconnu que le texte de l'Accord « peut être considéré comme achevé » et a lui-même proposé la date du 31 octobre comme date de sa signature. Tout le monde sait par la suite la volte-face de l'administration américaine qui a refusé de signer l'accord à la date convenue en demandant des « modifications » à y apporter.

Les points de l'accord

Quels sont les points essentiels auxquels les parties sont parvenues dans le texte de l'Accord ?

1. Les Etats-Unis ont dû déclarer qu'ils respectent l'indépendance, la souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale du Vietnam consacrées par les Accords de Genève de 1954. Si l'on se rappelle la longue histoire des violations par les Etats-Unis des Accords de Genève sur le Vietnam et le refus américain de se reconnaître comme agresseur du Vietnam, cette déclaration explicite revêt une signification très importante pour notre peuple qui lutte précisément pour la défense de ses droits nationaux fondamentaux.

2. Il a été convenu d'observer un cessez-le-feu sur place au Sud Vietnam vingt-quatre heures après la signature de l'Accord. Les Etats-Unis se sont engagés à mettre fin à toutes leurs activités militaires au Sud comme au Nord du Vietnam, à retirer du Sud Vietnam dans un délai de 60 jours toutes les troupes, conseillers militaires, personnel militaire, armements et matériel de guerre américains, à démanteler toutes les bases américaines. Les Etats-Unis s'engagent à ne plus poursuivre leur engagement militaire au Sud Vietnam et à s'abstenir d'intervenir dans les affaires intérieures du Sud Vietnam.

3. Les Etats-Unis ont dû reconnaître l'existence du Gouvernement Révolutionnaire Provisoire de la République du Sud Vietnam avec ses Forces Armées et les zones sous son contrôle. Les principes et modalités permettant à la population sud-vietnamienne d'exercer son véritable droit à l'autodétermination ont été convenus. Pendant une période transitoire qui s'écoulera du cessez-le-feu jusqu'à l'organisation des élections libres et démocratiques, il existera au Sud Vietnam deux administrations (le G.R.P. et l'administration de Saigon), deux armées (l'armée de libération et l'armée de Saigon). Il sera formé un organe de pouvoir appelé « Conseil National de Réconciliation et de Concorde Nationales » à trois composantes égales (représentant le G.R.P., l'administration de Saigon et les autres forces politiques) ; ce Conseil aura pour tâche d'activer l'exécution des accords signés et d'organiser les élections libres et démocratiques.

4. Il a été convenu aussi des principes et modalités permettant de régler les problèmes intérieurs du Sud Vietnam, le problème des forces armées vietnamiennes au Sud Vietnam, le problème de la réunification du Vietnam, etc. Les Etats-Unis s'engagent à « contribuer » à panser les blessures de guerre, et à l'œuvre d'édification d'après-guerre au Vietnam et en Indochine.

Telles sont les grandes lignes des points essentiels de l'Accord convenu. Ces points constituent pour notre peuple de très grands succès dans sa lutte patriotique. Ils constituent aussi une grande victoire des forces progressistes du monde entier qui ont toujours exigé la cessation de l'agression U.S., le rétablissement de la paix au Vietnam et la reconnaissance des droits nationaux du peuple vietnamien.

L'attitude de mauvaise foi et de duplicité de l'administration Nixon a fait que l'accord n'a pu être signé. Actuellement nous sommes en train d'engager une lutte énergique pour obliger les Etats-



xon

es engagements”

Unis à honorer leurs engagements, à respecter l'accord convenu et à le signer sans tarder. En même temps, sur le terrain, la lutte armée et la lutte politique de nos compatriotes ne cessent de se développer et d'enregistrer des victoires nouvelles. Le peuple vietnamien tout entier est fermement déterminé dans n'importe quelles circonstances, à poursuivre sa lutte jusqu'à ce qu'il ait atteint ses objectifs sacrés.

TS : Nixon invoque la résistance de Thiệu pour différer le cessez-le-feu et en même temps il renforce sa puissance militaire jusqu'à un niveau inconnu jusqu'ici. Comment expliquez-vous ce recul et quelle réponse entendez-vous lui donner ?

LY VAN SAU : Tout le monde sait que Nguyễn Văn Thiệu n'est qu'une créature et un instrument des Etats-Unis pour leur politique de « vietnamisation » de la guerre.

Le régime Nguyễn Văn Thiệu vit de la guerre, s'enrichit sur les souffrances du peuple. Il ne subsiste que grâce aux dollars américains, à l'appui de la marine et de l'aviation américaines, surtout de celui des B.52, et grâce à la répression et la terreur qu'il exerce à l'encontre du peuple. Il est hors de doute que ce régime est pris de panique, par-dessus tout, par la possibilité d'un désengagement total américain, par une perspective de paix et de concorde nationale et d'une lutte politique dans des conditions démocratiques. Il est donc facile de comprendre les réactions rageuses de Nguyễn Văn Thiệu devant les points de l'Accord convenu.

Mais Nguyễn Văn Thiệu par lui-même ne peut pas s'opposer à la volonté de ses maîtres américains. Invoquer des « difficultés à Saigon » est une mise



strument des Etats-Unis.

en scène de Washington pour créer des « obstacles » à la signature de l'Accord et pour demander des « modifications » au texte déjà convenu. Nous avons énergiquement dénoncé ces manœuvres américaines, démasqué la vraie nature de Nguyễn Văn Thiệu, exigé qu'il mette fin à la répression et à la terreur et qu'il démissionne pour ouvrir le chemin de la paix et à la concorde nationale.

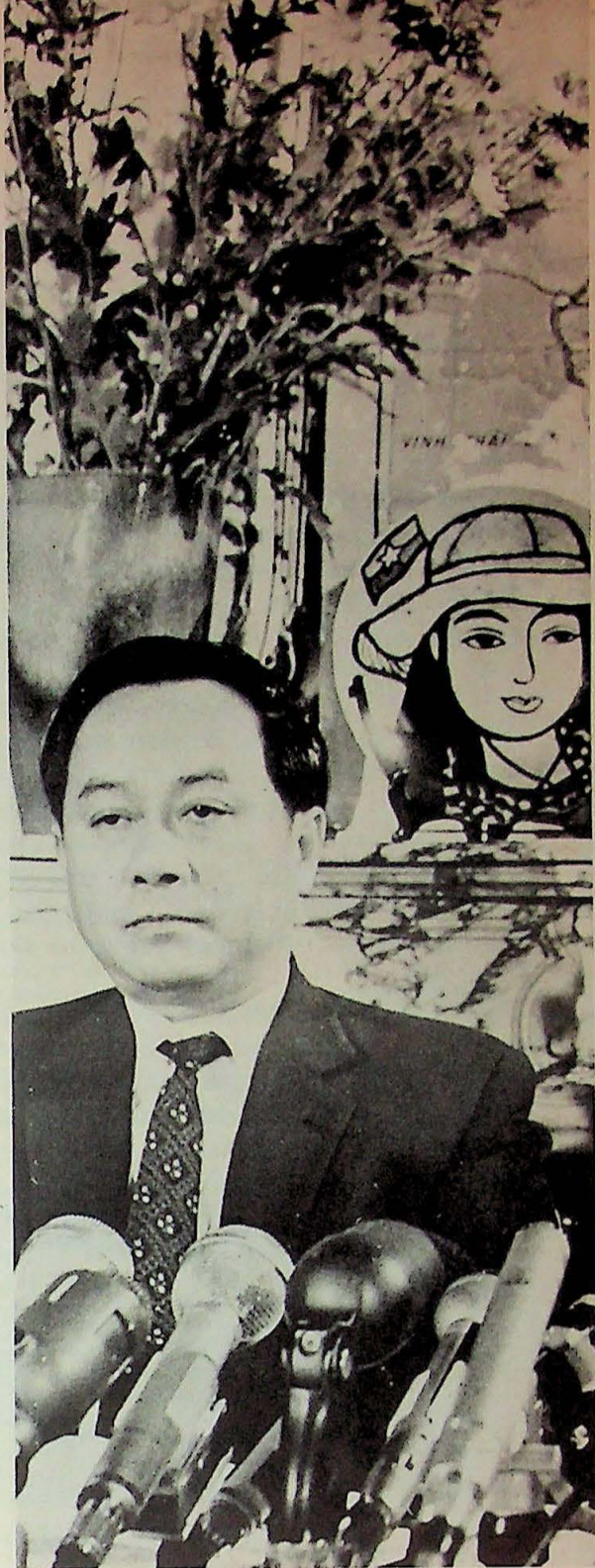
L'administration Nixon a entre temps intensifié les livraisons d'armes et de matériel de guerre à Nguyễn Văn Thiệu dans le but de consolider ce régime branlant et lui fournir de quoi saboter une paix éventuelle. Mais ce dont manque l'armée saigonaise, ce ne sont pas des armes américaines mais une raison pour se battre et mourir pour les intérêts des Etats-Unis. Cette « arme morale » le Pentagone n'en possède pas dans son arsenal. C'est pourquoi tout en faisant preuve de bellicisme et d'obstination, l'administration Nixon fait montre aussi d'une politique irréaliste qui est vouée à l'échec.

TS : Dans les circonstances actuelles, sous quelles formes souhaitez-vous que s'exprime le soutien des camarades d'autres pays ?

LY VAN SAU : La réalité est que la guerre d'agression américaine continue au Vietnam avec son cortège de crimes et que la lutte du peuple vietnamien, au Nord comme au Sud, continue à se développer avec vigueur et succès.

Nous voudrions souhaiter que, comme jusqu'ici, nos amis dans le monde continuent à nous faire bénéficier de leur solidarité, de leur aide et soutien actifs à tous les points de vue. Pour l'imminent, il sera très important d'accentuer la pression de l'opinion mondiale pour obliger Nixon à respecter ses engagements et à signer sans délai l'Accord convenu, à mettre fin immédiatement aux bombardements et à la livraison des armes à Nguyễn Văn Thiệu.

Un autre aspect aussi très urgent c'est la lutte contre la répression, la terreur que fait régner Nguyễn Văn Thiệu actuellement au Sud Vietnam, à l'encontre des couches populaires. Il importe de dénoncer les arrestations, tortures, déportations et emprisonnements illégaux, les sévices à l'encontre des détenus et les plans de liquidation physique de ces derniers que Nguyễn Văn Thiệu réalise en ce moment.



LY VAN SAU. Avec le pouvoir populaire.

TS : Le G.R.P. a mis en place, dans les zones qu'il contrôle, toute une série de mécanismes très originaux et très intéressants pour permettre à la population de s'administrer et de régler les problèmes que posent, dans un pays en guerre, l'éducation, la justice, le fonctionnement des hôpitaux, le recrutement et l'entraînement des combattants.

Tous ces modes de gouvernement pourront-ils être maintenus tels quels après le cessez-le-feu, ou bien vous préoccupez-vous dès maintenant de les adapter à une situation de paix ?

LY VAN SAU : Le pouvoir populaire révolutionnaire établi par le G.R.P. dans les zones qu'il contrôle (et aussi d'une façon adéquate dans les zones encore occupées par l'ennemi) est le fruit de la longue lutte de la population sud-vietnamienne. Il a démontré sa supériorité et sa vitalité extraordinaires face à l'agression la plus brutale des Etats-Unis. Il a résolu d'une façon originale les problèmes quotidiens qui se posent à nous, a mobilisé et organisé le peuple pour mener la Résistance, et pour améliorer les conditions de vie dans toutes les conditions... Déjà en temps de guerre, le pouvoir populaire constitue un pôle d'attraction pour la population des zones occupées, laquelle vit sous un régime d'oppression fasciste où toutes les libertés démocratiques sont bannies, où la culture, les traditions et la dignité humaine sont foulées au pied.

Consolider le pouvoir populaire

Nous estimons que dans les conditions de paix le pouvoir populaire développera plus encore sa supériorité et offrira une attraction encore plus forte. Dans les zones libérées, nous sommes en train de consolider le pouvoir populaire, de parachever ses institutions et de les rendre encore plus efficaces.

Avec le pouvoir populaire et notre politique de concorde nationale nous estimons que nous serons en mesure d'ouvrir la voie pour l'édification d'un Sud Vietnam indépendant, pacifique, démocratique, neutre et prospère et s'acheminer vers la réunification pacifique de notre Patrie. ■



sur le front des luttes

Les mirages de la francophonie

Le masque est tombé. Pompidou, qui a donné à la France, comme Premier ministre, un ancien gouverneur des colonies, va lui-même inspecter les anciennes dépendances françaises en Afrique noire pour s'assurer de leur fidélité à la francophonie : cette année la Haute-Volta, le Togo (et, avant le coup d'Etat, le Dahomey) étaient au programme. Et que les protégés ne montrent surtout pas leur désaccord éventuel avec la politique française. Pompidou les a rappelés à l'ordre : « La souveraineté que peuvent réclamer les autres, a-t-il déclaré à Lomé (Togo), a ses limites dans les garanties que donne l'Etat français. »

Saurait-on souligner avec plus de cynisme que l'indépendance de 1960 n'est qu'un chiffon de papier ? Que la francophonie n'est que le paravent d'un réseau colonial reconstitué ? A partir de l'exemple du Gabon — l'un des plus criants aujourd'hui —, nous voudrions illustrer ici ce que signifie la visite de Pompidou en Afrique noire.

LES deux principales ressources du Gabon, pour la France, sont le pétrole et l'uranium. A un moment où les fournisseurs traditionnels, notamment l'Algérie, exigent une rétribution conforme à leur statut de pays indépendant, il est bon d'avoir des sources « sûres » d'approvisionnement : et la production en augmentation constante (6,7 % de 1970 à 1971) est tout entière dominée par Elf, Shell et Mobil. L'uranium, véritable monopole du C.O.M.U.F., dépendant du C.E.A. français, le manganèse, les bois, autant de richesses naturelles pillées par les impérialistes — et d'abord par la France. L'artisan gabonais de cette politique s'appelle Albert-Bernard Bongo, et l'élève obéissant a été inspecté par le professeur Pompidou en 1971. Et Pompidou lui a mis une bonne note : parce que l'ordre est maintenu, parce que les investissements peuvent prospérer et rapatrier leurs énormes profits vers la métropole... L'ordre maintenu ? Voire. Car les luttes populaires se développent, faibles encore dans la classe ouvrière d'implantation récente malgré les grèves importantes dans l'uranium (1968) ou le port d'Owendo (1970) ; en 1971, à l'occasion de la visite de Pompidou, on avait rasé les maisons les plus pauvres de Libreville pour ne pas offenser les regards du chef de l'Etat français : et les femmes de Libreville avaient organisé en riposte une grande manifestation qui a contraint A.-B. Bongo à promettre de reconstruire les maisons dé-

truites. L'agitation se développe aussi en milieu paysan ou employé : lors de leur grève de janvier 1972, les employés de l'Agence Centrale avaient séquestré la direction. Et puis enfin, le mouvement étudiant est dans la ligne de mire du président gabonais lequel n'hésite pas à utiliser la corruption, à proposer des enveloppes bien garnies voire même des postes ministériels, à ce qu'on dit, aux étudiants qui rentrent dans leur pays. Mais son arme favorite reste la répression, à l'égard surtout des étudiants de l'Université de Libreville (ouverte depuis trois ans) qui s'organisent sur des positions anti-impérialistes, contre la ligne corporatiste des organismes officiels. Les arrestations ne se comptent plus depuis quelque temps, se comptent d'autant moins que tout se fait dans la clandestinité : des enlèvements en quelque sorte. L'organisateur de cette répression s'appelle le CEDOC, filiale gabonaise du SDECE, que connaît bien M. Foccart, dirigé par un Français du nom de Conan, dont on raconte au Gabon qu'il a fait ses premières armes avec la Gestapo... Les premiers procès ont commencé : à huis-clos, vers la fin octobre, un dirigeant étudiant a été condamné à cinq ans de prison ferme, trois autres étudiants à deux ans... Des dizaines d'autres, arrêtés arbitrairement sous des inculpations comme « détention de documents interdits », « excès de bavardage », et... « communisme », attendent de passer en jugement. Et on assure même qu'un professeur d'économie politique de Port-Gentil, Joseph Rendjambé aurait été arrêté en pleine nuit par des policiers français en uniforme. Ce sont d'autres visages de la coopération. Et si des banderoles officielles proclamaient sur son passage au Togo « Charles de Gaulle, grand chef de la coopération » ou « Pompidou, flambeau du gaullisme, vous devez être béni », il faut que le président français sache que sa politique néo-coloniale est de plus en plus largement combattue au Gabon et dans le reste de l'Afrique francophone. Et aussi en France.

T. M. ■

Je préfère être simple fonctionnaire d'un gouvernement communiste que ministre d'une haute-volta dominée par les Français



● BERLIET : les reculs du pouvoir personnel

Le pouvoir patronal chez Berliet a subi dans la dernière semaine une série de reculs, notamment dans l'usine principale du groupe à Vénissieux.

1 - A L'OCCASION DES ELECTIONS DES DELEGUES DU PERSONNEL. Dans l'ensemble le personnel ouvrier, employé, technicien, dessinateur et agent de maîtrise a maintenu sa confiance aux syndicats CGT et CFDT. Les attaques de la direction concernant la non-représentativité de ces deux syndicats se trouvent réduites à néant dans la mesure où 91 % des suffrages exprimés sont allés à ces deux organisations.

L'officine de la direction : la CFDT qui avait appelé au vote nul, blanc ou à l'abstention, n'a rencontré aucun écho chez le personnel ; les hésitants se sont ralliés à FO.

2 - EN REPOUSSANT LE LOCK-OUT DE DEUX JOURS annoncé pour la semaine du 20 au 25.

L'arrêt de l'établissement devait être total pendant 2 jours vu l'état de désorganisation de la production et le niveau des « en cours ». Cette fermeture, sanction de fait vis-à-vis du personnel très discutée par une partie de l'encadrement, a été repoussée à plus tard.

3 - EN NE PARVENANT PAS A DRESSER LES CADRES CONTRE LES OUVRIERS. La direction, s'appuyant sur une intervention de la CGC, avait cherché à mobiliser les cadres contre le mouvement des ouvriers. La traduction devant la cinquième chambre du tribunal correctionnel de Lyon des 9 représentants syndicaux, connus et appréciés, pour des faits mineurs remontant à la

visite du centre de réception par les ouvriers le 30 octobre, n'a pas été comprise, à l'exception des fanatiques de la direction.

En fin de semaine la direction était amenée à justifier sa décision et à l'expliquer par une note aux cadres de l'entreprise.

4 - EN DEVANT CEDER DU TERRAIN A LA COMMISSION DE CONCILIATION. Après 18 heures de discussion la direction acceptait :

— de porter le SMIC Berliet à 1.060 francs pour 42 heures par semaine ;

— de rémunérer une demi-heure de réduction d'horaire (plus 1,66 %) au 1^{er} janvier 73 ; proposition jugée par les syndicats comme « présentant un intérêt mais non susceptible de résoudre le conflit. »

A la réunion suivante des contradictions secondaires se faisaient jour entre la chambre patronale et la direction Berliet.

5 - EN N'OBTENANT PAS UNE DECISION IMMEDIATE DEVANT LES PRUD'HOMMES. Les 14 ouvriers menacés de licenciement, accompagnés de militants de Berliet ont obtenu le report de l'affaire à une date ultérieure, non fixée.

Une riposte massive

20.000 à 25.000 travailleurs de Berliet et de la plupart des entreprises de la région lyonnaise ont manifesté massivement lundi dernier 27 novembre dans le centre de Lyon jusqu'au Palais de Justice.

Ils protestaient contre la politique répressive du patronat Berliet usant de la loi scélérate « anti-casseurs » contre 9 travailleurs, délégués syndicaux (5 C.G.T., 4 C.F.D.T.). Cette répression s'est également abattue sur 13 ouvriers traduits en prud'hommes pour avoir refusé de jouer les « briseurs » de grève. Paul Berliet a fait donner Marcellin : le capitalisme et le pouvoir d'Etat ne font qu'un pour briser les luttes des travailleurs.

Mais la riposte a été massive. Organisée par les Unions locales C.G.T. et C.F.D.T., cette manifestation a été la plus importante démonstration de force depuis mai 1968. Elle a permis à de nombreux travailleurs en lutte (comme ceux d'Ugine-Kulmann, Pierre Benite) de venir exprimer solidairement leur force.

Contre l'Etat et la bourgeoisie

La politisation s'est faite autour de la lutte contre la répression. Mais tandis que le P.C.F. apparaissait avec le P.S. et les Radicaux de gauche pour proposer l'Union populaire et le

Soutien au Programme Commun, la stratégie des Révolutionnaires était mise en avant par un immense panneau des militants P.S.U. du Rhône.

La lutte contre la répression chez Berliet est aussi une bataille politique contre l'oppression de la bourgeoisie capitaliste et de son Etat.

Mais elle ne renvoie pas pour autant dans l'ombre les revendications des travailleurs de chez Berliet : — Augmentation de 200 F mensuels pour tous ;

— Amélioration des conditions de travail.

La manifestation de lundi est un premier succès : la chambre correctionnelle a reporté l'affaire des neuf inculpés au 18 décembre. La mobilisation sera maintenue pour que les travailleurs soient acquittés. Le Pouvoir hésitera peut-être à faire appliquer sa loi scélérate à trois mois des élections. On sait aussi que les patrons de Berliet (à Lyon ou à Clermont) ont d'autres atouts dans leur jeu.

Ils peuvent très bien céder sur la répression directe tout en liquidant les droits syndicaux. Ils peuvent aussi lâcher quelques miettes sur les revendications. L'important est que la lutte très puissante du 27 novembre permette de maintenir un rapport de force face au patronat, mieux même de l'accroître, sur tous les plans où il attaque. La riposte ouvrière et populaire doit faire céder le patronat et son Etat. ■



6 - EN PROVOQUANT UNE PROTESTATION GENERALE DANS L'ENTREPRISE. Contre la suppression des accords sur les droits syndicaux.

Par ailleurs le retentissement régional et national donné au refus d'accorder les 200 francs et à la répression chez Berliet met la direction dans une position difficile. Les décisions annoncées à grand renfort de publicité dans les semaines précédentes d'arrêter les investissements dans la région lyonnaise et de les reporter « vers des régions ayant en particulier la tradition d'une plus grande sérénité sociale » n'ont suscité que des réactions sceptiques. Elles deviennent un élément supplémentaire de mobilisation des travailleurs. Le front de lutte s'est élargi.

— Dans l'entreprise par la participation massive des mensuels mercredi 21 novembre à un meeting central pendant le travail « contre les mesures répressives de la direction ».

— A l'extérieur, après la journée régionale d'action dans la métallurgie, vendredi 24 novembre.

— Par un travail de popularisation et de mobilisation dans les autres entreprises et les quartiers.

— Par la préparation d'une grande manifestation de rues le jour où les représentants sont convoqués au tribunal.

Henri SOUBEYRAND
responsable des groupes
PSU Berliet

• POTASSES : après la victoire, quel avenir ?

Cinq semaines de grèves. 8.000 familles qui attendent que le gouvernement « fasse un geste ». Messmer soi-même obligé d'intervenir pour débloquent les négociations : en période électorale, il était impensable de laisser monter plus longtemps la colère populaire. La direction des Potasses a donc dû céder sur l'essentiel : congés supplémentaires, grille unique, augmentation de salaires avec clause de sauvegarde, prime de fin d'année. Un conflit caractérisé par une remarquable unité syndicale et sanctionné par une victoire des grévistes. Mais l'avenir des mines de potasses n'est pas réglé pour autant.

un prix de 12% inférieur au prix européen (...pour maintenir les prix agricoles). Les entreprises privées, qui exploitent rentablement le sel gemme (Solvay) alors que les MDPAs en balancent des milliers de tonnes dans le Rhin, au grand dam des Hollandais. QUE CONTROLER AUJOURD'HUI ?

Aussi que réclamer ? Si les problèmes d'organisation du travail sont posés (sécurité, jours de repos supplémentaires) mettant en cause l'autorité patronale (avantages caté-



D.R.

gories étendus à l'ensemble des ouvriers, grille unique des salaires), celui du pouvoir ne l'est guère. Il semble que les syndicats abandonnent la plate-forme chimique. Elle n'est sans doute qu'une plate-forme électorale (des députés UDR locaux et de Messmer) : le marché en dérivés chlorés est saturé.

Le contrôle doit s'effectuer dans la perspective de l'auto-gestion :

— Dans le bassin potassique tout se dégrade : les routes,

les logements, les écoles, les puits fermés... et les rémunérations. L'exemple des bassins houillers du Nord et de Lorraine montre que ce grignotage mène à la fermeture.

— Non-gaspillage des ressources : seuls les puits les plus rentables sont exploités. Depuis la découverte des gisements du Canada, la réserve locale en potasse a baissé (chiffres officiels !).

— Limiter la surproduction de sel gemme : trois solutions ont été envisagées, pour limiter la pollution du Rhin : pipe-line d'eau salée jusqu'à la mer (trop cher), redescendre le sel au fond comme autrefois (cher et dangereux), stockage en terril (proposition retenue). Toutes solutions fondées sur l'inutilité du sel.

Pourquoi ne pas amener l'eau salée par pipe-line jusqu'à Dombasle (Solvay) par exemple ? A Dombasle, où de l'eau chaude est envoyée dans la terre pour y pomper l'eau salée...

— Diversifier la production, par la création de petites unités de transformation.

POUR DECIDER DEMAIN

Demain, il faudra opérer une réelle reconversion et réorienter cette production de la potasse, dont les principaux débouchés sont agricoles. Quel sera alors l'avenir de la potasse et du sel gemme ? Voilà « des questions à l'Etat » pour la transition vers le socialisme.

Correspondant ■

• BERTIN : des précurseurs

A PRES 9 jours de grève, l'assemblée des grévistes de Bertin (Plaisir, Yvelines) a décidé la reprise du travail. Un accord est intervenu avec la direction.

La revendication de ces travailleurs portait sur une augmentation du pouvoir d'achat et pas seulement des salaires. Ce sont des précurseurs. Car dans la situation actuelle de montée des prix, cette revendication va venir au tout premier plan dans de nombreuses entreprises. Une augmentation du pouvoir d'achat, c'est forcément une augmentation non hiérarchisée. C'est ce qui a été obtenu chez Bertin quoiqu'imparfaitement de l'avis même des grévistes. Cette revendication qui se popularise, interroge les défenseurs à tout crin de la hiérarchie. Nous attendons leurs explications.

La grève de Bertin conduite de manière exemplaire par un comité élu, pose aussi le problème de la popularisation. Une petite entreprise (500 travailleurs) dans une branche d'activité très spécialisée (études de l'aérotrain, du naviplane) peut-elle bénéficier d'un vaste soutien populaire ? Normalement, oui. Mais dans ce cas précis, malgré des distributions de tracts, des explications sur les marchés de la région et aux portes des entreprises, les grévistes n'y sont pas parfaitement parvenus.

Et comme les petites entreprises sont nombreuses et occupent beaucoup de travailleurs, il vaudrait mieux ne pas laisser trop longtemps la question sans réponse.

Jacques FERLUS ■

AUCUNE des revendications mises en avant ne posait en effet la question de l'avenir des Potasses, comme c'était le cas en 1965 (10.000 manifestants à Mulhouse).

Pourtant il ne suffit pas de désigner le gouvernement comme responsable. Derrière lui, en fait, qui décide et qui commande ?

Les entreprises privées (Péchiney) principales clientes de la potasse qu'elles achètent à



Très vite, de partout

• **ALBERVILLE** : Conflit terminé chez FUSALP après 15 jours de grèves. Les ouvrières ont obtenu la prime non-personnalisée.

• **AIX-EN-PROVENCE** : Des lycéens embarqués et passés à tabac dans un panier à salade. Prétexte : vérification d'identité. Motifs divers : de la « complicité de distribution de tracts » au « regard arrogant » (!).

• **BREST** : 19 jours de grèves à l'E.D.F. pour protester contre les cadences et le non-respect des règles de sécurité. La direction cède et crée 50 emplois nouveaux.

• **SABLE** : Le Comité de soutien aux grévistes de GANDRY (cf. TS 555) repris en main par la bureaucratie CGT. Le principal animateur du comité, un camarade de la Ligue communiste menacé (au nom de la démocratie ouvrière sans doute) de se faire « casser la gueule ». A la Fonderie GANDRY la grève est dans sa quatrième semaine.

• **PARIS 18^e** : Grève des loyers au 3, impasse Letort, un taudis pour travailleurs immigrés : 200 locataires, 2 W.-C., 4 robinets (d'eau froide) 20 à 30 lits par chambre. Les mêmes draps depuis quatre ans. Prix de pension : 75 F par mois et par tête de pipe, soit 15.000 francs de revenu mensuel (pour ce seul foyer, il en possède un autre, plus un bar-restaurant...) pour le taulier, un Africain aussi qui fait son beurre en exploitant ses compatriotes. Les gouvernement, comme vous le savez sans doute, lutte de toutes ses forces contre les « marchands de sommeil »...

• **NICE** : Les agressions fascistes se multiplient. Ordre Nouveau joue les terribles avec le soutien actif des rigolos du MSI, venus en voisins. En riposte au meeting du Front National, le 21 novembre, le PSU et la Ligue Communiste organisaient un contre-meeting avec diverses autres organisations (CIC, étudiants juifs, Vie Nouvelle, TC), 500 personnes et l'occasion pour Krivine (Ligue) de montrer l'utilisation des bandes armées par le pouvoir et Crepeau (PSU) de dénoncer l'ambiguïté du rôle de Jacques Médecin, maire de Nice, dans l'assaisonnement fasciste de la salade niçoise...

• **NICE** : Grève au centre de tri de l'aéroport. Les travailleurs réclament des moyens de transport et l'alignement de la durée du travail sur les centres de tri de Paris, Marseille et Bordeaux. Débrayage à 100% les 19 et 20 novembre.



• **RONCO** : Les Etablissements Vienne et Bonduel (textile, 175 travailleurs) paralysés depuis le 14 novembre par une grève illimitée. Mouvement spontané au départ. Objectif : augmentation des salaires.

• **MAUBEUGE** : Toute la production de l'usine Chausson (carrosserie automobile) bloquée pendant 8 jours par la grève des travailleurs sur la chaîne (95% d'immigrés). Lutte menée de façon autonome par les travailleurs immigrés, et conclue par des concessions patronales sur le rythme et l'organisation du travail.

• **DRAGUIGNAN** : Entreprise DIJRAM occupée jour et nuit par les travailleurs (30 femmes et quelques hommes). Leur salaire n'a pas été payé. Soutien CFDT, PSU, lycéens. Solidarité active : ravitaillement à bas prix, repas chauds, etc. Information par voie d'affiches dans la ville. Tentatives de blocages du maire PS et de la CGT, qui se heurtent à la combativité des ouvrières.

• **MEAUX** : Répression au foyer Jeunes Travailleurs. Deux résidents virés. Bataille engagée pour leur réintégration, la modification du règlement intérieur et l'amélioration de la nourriture.



• **BREST** : Les suites de la colère de Debré, sifflé par les travailleurs de l'île Longue (cf. TS 554) : les 5 travailleurs choisis en otages et interdits de séjour à l'île Longue, ça a fait jaser dans les ateliers. Alors on a réduit la sanction : une diminution de 3% du salaire pendant 3 mois. Ça continue de jaser dans les ateliers, même qu'il y a eu une manif, avec 2.000 travailleurs. Sacré Debré !

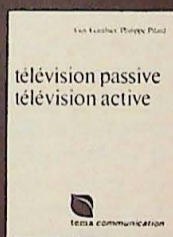
• **CANJUEURS** : Toujours Debré. La boulimie et l'expansionnisme délirant de l'Armée française ne se limite pas au Larzac. Dans le Var, la population commence à s'apercevoir qu'elle s'est fait avoir par les colutes de peau, avec la complicité des élus locaux : on bouzille tout une région, sa faune, sa flore, sa flotte, sa paix, sa beauté, etc. et on la transforme en une gigantesque caserne. La lutte s'organise pour — à court terme — le rejet de tout projet d'extension — à long terme — la suppression du camp militaire de CANJUEURS.



- information
- formation
- communication

● **tema-recherches** :
une dynamique de la formation
et de la communication :
des structures et des hommes

● **tema-éditions** :
cinq collections, trois axes, une équipe

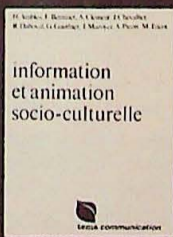


de l'o.r.t.f. à la société câblée

◀ télévision passive, télévision active
collection tema-communication : 20 f

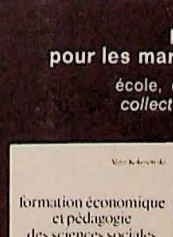
théorie et pratique du magnétoscope
comment l'esprit vient aux images

▶ vidéo et société virtuelle
collection tema-communication : 20 f



l'information parallèle en pratique

▶ information et animation socio-culturelle
collection tema-communication : 20 f



pédagogie du français
pour les marginaux de l'expansion

▶ école, culture et langue française
collection tema-formation : 20 f



l'économie au lycée :
utopie et réalités

▶ formation économique et pédagogie
des sciences sociales
collection tema-formation : 20 f



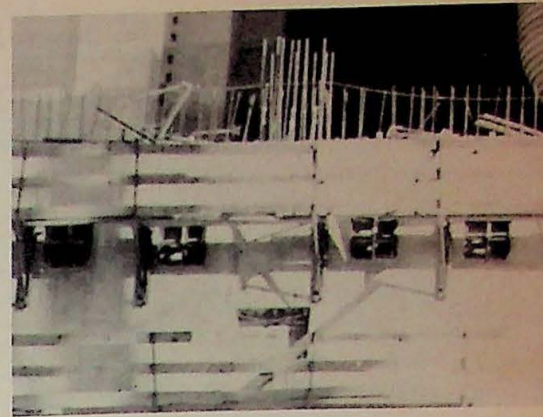
business game et villes nouvelles
les jeux de simulation urbanistiques

▶ collection tema-formation : 20 f

pour en savoir davantage
tema-éditions

4, rue de la michodière, 75002 paris

RADIOGRAPHIE D'UNE GRÈVE



Les luttes des travailleurs, nous en relatons régulièrement les raisons, les succès ou les échecs. Nous en décrivons rarement le déroulement, les multiples difficultés rencontrées dans la conduite d'une grève, les problèmes à résoudre pour réaliser une véritable unité populaire. Le risque est alors de tomber dans le style « Les luttes qui montent » ou de découvrir un peu partout des « grèves exemplaires » sans que nos lecteurs comprennent exactement l'enjeu de ces combats. C'est pourquoi nous avons essayé, à propos de la grève de la Comurhex à Narbonne, qui vient de s'achever par une victoire des grévistes, de comprendre de l'intérieur ce qui s'est passé. Cet interview a été rédigé avant la satisfaction des revendications qui viennent d'être obtenues : 70 F non hiérarchisés, 41 heures par semaine, 140 F de prime de vacances et une amélioration des conditions d'hygiène et de sécurité. Mais comment et pourquoi cette victoire ? Cette « radioscopie » de la grève à la Comurhex nous permet de mieux la comprendre.

1. Qu'est-ce que la Comurhex ?

Tribune — A qui appartient-elle et que produit-elle ?

Réponse — Les deux groupes dirigeants de l'entreprise sont : le trust Ugine-Kuhlmann et le CEA (Commissariat à l'énergie atomique), mais nous restons une entreprise privée.

On fabrique de l'uranium métal qui sert à fabriquer de l'électricité et également du plutonium. Cet uranium métal est utilisé en grande partie à Marcoule. On fabrique aussi de l'UF 4 (tétrafluorure d'uranium), qui part à Pierrelatte, à notre usine sœur, Comurhex comme nous, (à ne pas confondre avec l'usine du CEA qui transforme l'UF 4 qu'on lui envoie, en UF 6 qui sert à Pierrelatte - CEA pour la séparation isotopique. C'est à partir de cet UF 6 qu'on enrichit l'uranium en uranium 235, qui, lui, est utile pour des fins pacifiques (électricité) et « utile » à la fabrication de la bombe atomique.

Il faut remarquer que le procédé de fabrication d'électricité à partir de l'uranium métal est abandonné au profit du procédé américain, Westinghouse, c'est-à-dire à partir de l'uranium enrichi.

Au début de l'entreprise, il y a 12 ans, on fabriquait 1.000 tonnes d'uranium et actuellement 3.000 tonnes. Il y avait 320 salariés au départ, aujourd'hui il y en a 260.

TS — Quel type de travailleurs y-a-t-il dans l'entreprise ?

R — Il y a 10 cadres, 43 agents de maîtrise environ, 35 employés ; le reste, ce sont des ouvriers (depuis les chefs d'équipe, les ouvriers de fabrication jusqu'aux femmes de ménage qui sont une dizaine).

TS — Les ouvriers sont-ils de la région ? Y-a-t-il des travailleurs immigrés ?

R — Il y a beaucoup d'ouvriers qui viennent de la terre, et dont certains, habitant les villages, travaillent encore plus ou moins une petite vigne ou les terres du beau-père. La majorité du reste du personnel ouvrier vient de professions diverses, telles que le bâtiment, qui marchaient très mal à la création de l'usine. C'est donc des gens du terroir ; on a pêché la main-d'œuvre sur Narbonne, parce qu'elle était bon marché.

Des travailleurs immigrés, ça n'est pas

possible, car pour visiter l'entreprise même, il faut être Français.

Cette interdiction n'empêche pas les pontes d'entreprises étrangères d'avoir le droit d'entrer : industriels ou ingénieurs Anglais, Italiens, Allemands, Espagnols, Sud-Africains même.

L'âge moyen des travailleurs est de 40-45 ans, ce qui est très dangereux pour l'avenir, car depuis le démarrage de l'entreprise, il n'y a pas eu d'embauche : le personnel qui part à la retraite normale ou à la retraite anticipée (comme ce fut le cas l'an dernier) n'est en aucune façon remplacé.

TS — Quels sont les horaires, les salaires, les conditions de travail ?

R — Actuellement, parce qu'on est en grève, on fait 15 heures par jour, mais l'horaire normal c'est 42 heures par semaine. C'est-à-dire que nous sommes en avance sur les industries chimiques en général, mais, cette avance, grâce à notre combativité, nous l'avons toujours eue : déjà en 1965, nous pratiquions les 45 heures, en 68 nous sommes passés à 42 heures, et notre objectif, aujourd'hui, est de passer à 40 heures, d'une part pour conserver notre avance et d'autre part parce que l'entreprise peut le supporter très facilement.

Sur les salaires, s'il est vrai que par rapport au reste du Narbonnais, on peut pas dire qu'on soit les travailleurs les moins bien payés. Mais, il est clair, qu'en se comparant à l'ensemble du groupe Pechiney - Ugine - Kuhlmann, on s'aperçoit que nous avons les salaires les plus bas de la branche.

A noter, chose paradoxale que le salaire minimum, dans les industries chimiques, est pour 1 heure de travail de 3,91 F (alors que le SMIC dépasse les 4,50 F), quand on enlève du salaire de base tout ce qui est « gonflage » : c'est-à-dire, prime de productivité, 13% mois, 13% de prime d'ancienneté, etc.). Les travailleurs demandent que ces primes soient intégrés au salaire, et ils réclament un écrasement, par le haut, de la grille hiérarchique.

En ce qui concerne les conditions de travail, on a dit depuis le début de la grève : « Ici, on ne fabrique pas des yaourts, ni des petits-suisseurs, mais de l'uranium ». Notre entreprise est la seule en France à procéder à la fabrication de l'uranium et de l'UF 4, et

les travailleurs sont conscients que les conditions de travail ne sont pas les mêmes que dans les autres entreprises.

Ainsi un travailleur de fabrication est condamné à porter des gants pendant 6 heures, dans certains ateliers il faut porter en permanence un masque à poussière (et, croyez-moi, il faut pouvoir le supporter). Nous avons des ateliers où il faut porter des bottes de caoutchouc, pendant 8 heures également.

[J'apprends, par ailleurs, que chaque travailleur est doté d'un film individuel enregistrant les doses de radioactivité qu'il peut recevoir. Ces doses sont contrôlées en permanence et déterminent parfois les postes successifs de chaque travailleur. Mais, chose « paradoxale », le résultat de ces doses enregistrées n'est jamais transmis, ni au comité d'entreprise, ni au comité d'hygiène et de sécurité. Ça fait partie du secret !]

Il y a 3 catégories de travailleurs : les journaliers, les semi-continus qui travaillent en poste les 3 x 8, mais qui ne travaillent pas les dimanches et jours fériés, et les continus, qui travaillent par roulement (type SNCF), avec un seul dimanche de repos, cha-

que 4 semaines, avec des périodes parfois de 7 jours de travail et 2 jours de repos. Or en pratiquant les 40 heures, on pourrait arriver à pratiquer 4 jours de travail, 2 jours de repos, pour ces travailleurs.

TS — Quel rapport de force y-a-t-il entre les syndicats dans ta boîte ?

R — Il y a 5 syndicats : CGT, CFDT, FO, CGC et indépendants. Actuellement, les revendications sont menées par les 3 premiers ; les autres se sont exclus de tout combat, bien qu'on sache qu'ils mettront dans leur poche ce qu'il y a à prendre le jour où il y aura aboutissement.

Avant la grève, la CFDT, grâce à la création de la fédé unie de la chimie, était très légèrement majoritaire sur l'ensemble des organisations. Mais ce rapport de force est en train d'évoluer, dans un sens plus favorable encore...

A travers ce mouvement, on sent très bien qu'une majorité de gens, qui n'étaient pas organisés, adhèrent à notre syndicat (NB la CFDT). Par ailleurs, l'attitude de chaque organisation dans la grève est jugée par les travailleurs : certains qui étaient prêts d'adhérer à d'autres organisations, se posent désormais beaucoup de questions.

2. Le film de la grève

TS — Comment s'est déroulée la grève ? Quelles étaient les revendications ?

R — Les revendications : réduction du temps de travail à 40 heures et augmentation uniforme des salaires de 150 F.

En ce qui concerne les problèmes de salaire, seul le PDG (et non le directeur de l'entreprise de Narbonne) a pu en discuter. Voici comment les choses se sont passées :

Le 27.9 : envoi d'une lettre émanant des organisations syndicales, demandant à la direction générale l'ouverture de discussions.

Le 3.10 : Aucune réponse. Un délégué est mandaté auprès de la direction de la Comurhex pour la relancer. On lui répond : attendez le 4 octobre.

Le 4.10 : Réponse du PDG par la voix du directeur local : 41 h 30 de travail par semaine et rien sur les salaires (compte tenu du « prix de revient de l'uranium, du marché, du dollar... »). Les délégués refusent cette réponse et veulent un dialogue direct avec le PDG.

Réponse du PDG : Il ne peut pas venir à Narbonne avant le 26 octobre.

Comme nous savions qu'il y avait beaucoup de travail en retard dans l'entreprise, et beaucoup de tonnage à sortir avant la fin de l'année, il nous semblait urgent de discuter. La position attentiste du PDG signifiait : « Travaillez, produisez, on discutera après ».

Par la suite de nouvelles initiatives ont été prises :

Une nouvelle demande d'entrevue est faite par les organisations syndicales. A 19 heures, la direction locale fait savoir qu'elle a réussi à contacter le PDG « introuvable », qu'il a accepté de décaler une « importante » réunion et qu'il se rendra à Narbonne le 16 octobre.

A 20 heures, cette nouvelle est transmise aux travailleurs postés : « Ça nous satisfait pas, il doit venir le plus vite possible ». Et, comme coup

de semonce, les travailleurs de nuit décident un débrayage de 4 heures.

Le 5.10 : Les travailleurs du poste de matinée et de journée débraient de 8 heures à midi.

Ceci représente une grève-éclair, il faut que ce soit dit ; les délégués, eux-mêmes ont été surpris en venant dans la journée et en trouvant les travailleurs en grève.

Puis le poste d'après-midi décide un débrayage de 12 heures à 16 heures. A 14 heures, les délégués syndicaux sont informés que le PDG serait à Narbonne le lendemain matin, à 8 h 30. Les travailleurs décident de reprendre le boulot à 15 heures. Pour eux, l'objectif était atteint : le PDG se déplaçait. La grève était levée, car sur ce premier terrain, les travailleurs avaient gagné.

Le 6.10 : 8 h 30. Réunion entre le PDG et les organisations syndicales qui refusent la présence de la CGC que la direction veut imposer.

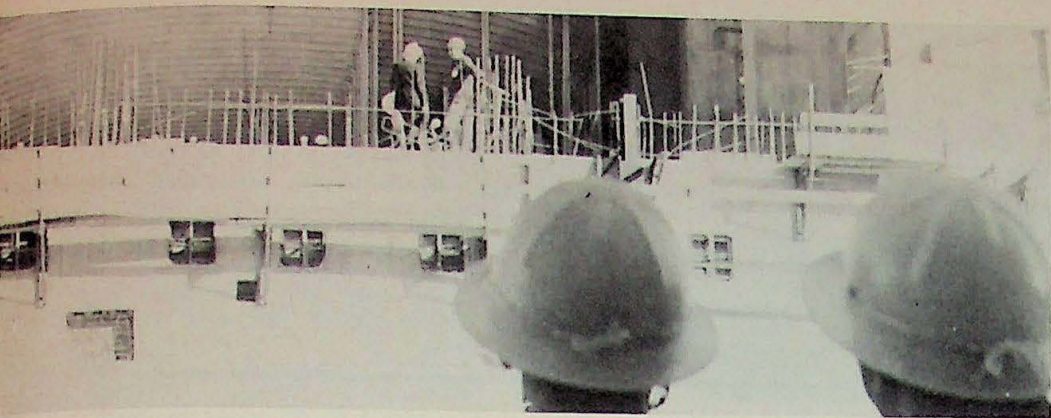
TS — Comment s'est déroulée cette réunion ?

R — Cette réunion commença par un coup de théâtre : le PDG informa les délégués qu'il venait pour discuter, mais qu'il n'était pas mandaté et qu'en plus il était démissionnaire de son poste, depuis la veille à 18 h 15.

A 9 heures, suspension de la réunion, et les délégués syndicaux font savoir au PDG qu'il ne saurait y avoir de discussion même « amicales » avec un PDG démissionnaire, lui signifiant que les amis, les travailleurs avaient quand même le droit de se les choisir, et qu'il n'en était pas un.

A 10 heures, réunion de tous les élus de l'entreprise, même cinéma du PDG. Les organisations syndicales décident d'aller à cette réunion, en disant :

« On va à cette réunion, mais on jouera le jeu de la carpe ; autrement dit on n'intervient pas ». Pendant 2 heures le PDG s'évertue à meubler son monologue avec tous ses voyages, parce qu'il est très pris, il voyage souvent, etc.



D.R.

Sortant de là, et prévenu par le téléphone arabe de la fin de la réunion et de son contenu, à midi moins le quart, le personnel de lui-même a quitté les ateliers et vient aux nouvelles.

Aux 80 travailleurs présents (poste montant, poste descendant, plus les journaliers), nous leur avons expliqué la situation, et nous leur avons dit, que face à la plaisanterie que nous jouait la direction, il fallait répondre très fort : par une grève. Mais quelle grève ? A l'intérieur ou à l'extérieur de l'entreprise ? Si on la menait de l'extérieur, ça laissait la possibilité aux cadres et maîtrise, qui sont systématiquement contre nous de se rendre dans l'usine. La position dure fut donc décidée par les travailleurs, à 2 ou 3 voix contre, pour l'occupation de l'usine. Le 6 à 13 h 30 celle-ci est occupée, pour mener à terme nos revendications.

Le comique de l'affaire se situe à 2 niveaux : d'abord la direction à 14 heures fut très surprise par l'occupation, et de notre part il a fallu expliquer aux travailleurs de l'après-midi les raisons de la grève. On a même, par la suite, organisé des réunions pour les non-grévistes pour les informer de la situation, des démarches. Il semble que ces gens seraient heureux de voir une organisation des non-grévistes, un syndicat des non-grévistes presque ! Ils se plaignent de ne pas pouvoir s'exprimer, et de ne pas être représentés dans les discussions avec la direction !

TS — La grève est-elle reconductible ou illimitée ?

R — Elle est reconductible de 24 heures en 24 heures, en principe. Chaque fois qu'il y a un fait nouveau, les travailleurs en sont informés, et en fonction de ça, chaque fois nous procédons à un vote, et les travailleurs décident : c'est systématique.

TS — Est-ce qu'il y a eu des incidents au cours de la grève ?

R — Il y en a eu trois qui font partie aussi du comique de la grève.

Il a commencé avec le problème de la chaufferie. La direction voulait la faire démarrer pour éviter la cristallisation de produits dans les cuves : nous pouvions la démarrer seuls mais la direction voulait la présence de l'ingénieur responsable. Nous avons refusé et proposé que, en notre présence, seul le cadre responsable la fasse démarrer. La direction a accepté. Pour la démarrer, il faut environ 200 litres de fuel et 1/2 heure. L'ingénieur a commencé le lendemain à 14 heures, à 18 h 15, elle n'était pas en marche, et on avait mangé 5.000 litres. A la fin les travailleurs étaient peinés et gênés, de voir ce cadre et ils harcelaient le comité de grève en disant : « Il faut faire quelque chose, vraiment on le prend pour une andouille, etc. ». A 18 h 15, le comité de grève a été voir la direction en disant : « Monsieur, la plaisanterie a assez duré, maintenant on démarre ». Et un quart d'heure après, la chaufferie démarrait. La démonstration était nette et claire pour les travailleurs, et cela a compté dans le rapport de forces.

Deuxième élément du comique : les négociations reprennent le 16.10.

Le PDG vient devant la grille de l'usine et déclare accepter d'y négocier si on arrête l'occupation : refus des travailleurs.

Il propose alors la chambre de commerce de Sète : refus des travailleurs :

« Nous travaillons à Narbonne, nous discuterons à Narbonne ».

Nouvelle proposition du PDG : réunion à Paris. Les travailleurs scandent « Le patron se dérobe » et refusent. Nouvelle proposition de la direction : réunion à la chambre de commerce de Narbonne, mais sans la présence des délégués fédéraux des organisations syndicales et avec la CGC. Refus des travailleurs sur ces deux points. L'après-midi, la réunion a lieu, mais c'est un échec.

Le 16 octobre au soir, les problèmes n'avaient pas avancé d'un pas. Il faut ici expliquer ce que représente notre revendication de 150 F par mois pour tous. Elle correspond en gros, (eu on l'a prouvé avec les machines à calculer de l'usine) à ce que la direction nous a volé depuis 1968, car elle n'a pas tenu compte depuis de la réduction du temps de travail qu'on avait obtenue en 1965. Et, c'est à partir de là que le conflit s'est durci.

La direction ne veut pas désavouer ce que les directions antérieures ont pu faire, et elle est très embêtée par ce que nous affirmons, et que les comptables eux-mêmes reconnaissent.

TS — Peux-tu parler de la « séquestration » du patron ?

R — Cette provocation est le troisième élément comique. Un matin, notre PDG (qui était soi-disant parti pour Bâle, mais qui en fait avait été à notre usine sœur de Pierrlatte pour démobiliser les copains) arrive en taxi, à l'usine et rentre pour travailler avec le comptable. Le soir, on reçoit un coup de téléphone des Renseignements Généraux, disant : « Il paraît que vous avez séquestré votre patron. On voudrait des précisions ».

Je peux dire qu'à certains militants, ceci leur était venu à l'esprit, mais on voyait bien que cela ne nous amènerait pas loin, si ce n'est d'accélérer la venue des forces de police. Donc, nous avons décidé de ne pas le séquestrer, et pourtant ce n'est pas l'envie qui nous en manquait.

Après ce coup de téléphone, on va voir le PDG en lui disant : « Monsieur, on vous demande de téléphoner aux RG, pour les rassurer, ils sont très inquiets ». Ce que le PDG a fait et il nous a dit par la suite : « Vous savez, même si vous voulez me séquestrer, de toute manière, moi, vous voyez, dans ma serviette, j'ai ma brosse à dents et mon pyjama en permanence, ça pose aucun problème ». C'est à partir de là qu'on a bien pris conscience que c'était vraiment une provocation et qu'on l'avait déjouée.

Ensuite, j'obtiens des précisions sur le comité de grève : ce sont 12 travailleurs, presque tous syndiqués, mais aucun n'est ni responsable syndical, ni délégué élu. Pour les négociations, c'est le comité de grève qui convoque les travailleurs et ce sont ces derniers qui décident de telle ou telle position, qui est rapportée ensuite par les organisations syndicales à la direction, celles-ci ne servant que d'intermédiaire.

Les non-grévistes (« les renards ») sont les cadres, la maîtrise sauf 2, 20 employés sur 35 et 4 ou 5 ouvriers sur 165. Quant à la non-venue de la police, au départ, cela vient du fait que la direction ne pensait pas que la grève serait si longue et si bien suivie. Et maintenant, ils n'ont pas de prétexte à venir dans l'usine, plus qu'il y a un mois,

TS — Il y a quand même un élément nouveau qui est le référé en justice.

R — Ça, il faut le voir. Avant d'y avoir les CRS, il y a les journalistes qui assisteront à un feu de joie, parce que ça va être un feu magnifique, au milieu de l'usine : il faut que ce soit clair !

Enfin, élément important, à partir du lundi 6, l'usine de Pierrlatte ne doit plus avoir de produit pour travailler.

C'est pourquoi, autant les délégués de FO et de la CGT pensaient vendredi (le 3), que lundi le travail reprendrait, autant samedi (le 4), ils y étaient fondamentalement opposés, sur le thème : « Le patron nous a roulés ». Les positions se durcissent actuellement du côté des grévistes, car ils s'aperçoivent que le PDG lui-même n'est qu'un pion dans l'entreprise et qu'il est de moins en moins compétent.

3. La solidarité

TS — Y-a-t-il eu solidarité avec les grévistes ?

R — C'est sûrement le point noir de cette grève exemplaire. Quelques agriculteurs ont apporté du vin aux grévistes, quelques très rares commerçants de Narbonne ont aidé, mais il a fallu leur forcer la main. Les travailleurs ont organisé des loteries, un gala avec des chanteurs occitans à Narbonne a eu peu de succès. La seule chose réussie fut la fête populaire-kermesse, organisée par le comité de grève, dans un village proche de l'entreprise (2.500 personnes y sont passées et on y a recueilli 500.000 AF). Mais, tout cela est loin des besoins. Au niveau des organisations « démocratiques », la solidarité s'effectue très, très lentement. Il faut espérer que le soutien actif va démarrer.

Pour les collectes, dans le Narbonnais, ce sont les travailleurs en grève qui se sont organisés. Les collecteurs (« les chalutiers ») sont allés dans les villages : en 2 jours, ils ont ramassé plus d'un million, mais eux seuls mettent le paquet. Des chèques, ar-

rivent, en petite quantité, mais de plus en plus loin : Toulouse, Perpignan, Montpellier, Saint-Etienne même. Ça veut dire que malgré la censure de la presse ou de la télé, on commence à parler de la grève, et ça c'est positif. Les grévistes ont touché à l'heure actuelle 400 F par tête de pipe.

Enfin, étant donné la situation très particulière de la Comurhex dans le groupe Ugine-Kuhlmann, la solidarité des autres usines du groupe ne s'est pas encore manifestée.

TS — Est-ce que dans vos réunions et AG, la solidarité entre dans votre appréciation de la situation ? Est-ce un élément important ?

R — Les travailleurs se posent très rarement cette question. Mais dès qu'on prend cette position, on s'évertue à chercher cette solidarité : on ne la cherche pas avant d'agir, on agit, on prend des résolutions et ensuite on essaie de s'organiser en conséquence.

Les grévistes comptent, avant tout, sur leur propre force.

4. Du Joint à la Comurhex

TS — Vous vous rappelez sûrement le conflit du Joint. Il posait le problème de la Bretagne sous-industrialisée, en crise agricole, etc. Votre lutte n'est-elle pas aussi la lutte de tous les travailleurs de la région Languedoc-Roussillon ?

R — On en est conscient, et dans tout ce que nous disons ou écrivons, nous rappelons que notre lutte est la lutte de tous. Ce que nous obtiendrons aujourd'hui, sera un acquis pour les travailleurs demain.

Mais il est difficile de se comparer au Joint. Ici, nous sommes loin de tout centre ouvrier, et là-bas le soutien s'y est organisé plus vite : peut-être les gens y étaient-ils plus préparés.

De plus, au Joint, il n'y avait pas de véritable organisation syndicale efficace, costaud, assez balaise pour se suffire à elle-même. Alors, qu'est-ce qu'on a vu ? Une démarche fédérale, puis nationale qui a touché de « hau-

tes sphères » très vite. Ici, on est un peu des laissés-pour-compte : c'est loin... Les gens se battent, on en est conscient... mais, c'est loin.

On se repose sur les types qui luttent, en se disant : « Les gars sont forts, ils arrangent leur affaire, ça va quoi, ils peuvent tenir et se passer de nous ».

Quand un gars est malade, on lui amène le petit toubib du quartier ; si le petit toubib est incompétent, on lui amène un professeur, et si le professeur ne fait pas l'affaire, on va chercher le professeur du pays voisin. C'est peut-être ça la différence entre le Joint et nous : on laisse un petit peu aller les choses, on n'y met pas le paquet.

Alors que faut-il faire ? Devons-nous aller chercher les confédéraux ou nous pointer face aux responsables parisiens du trust ? Le problème, il est là.



D.R.

● QUIMPER : le soutien populaire



D.R.

A QUIMPER, comme lors du conflit du « Joint » et de la bataille du LAIT, un Comité Populaire de Soutien composé de personnes venues à titre individuel (lycéens et enseignants), et d'Organisations (C.F.D.T., C.D.J.A., U.D.B., M.R.J.C., P.S., Cause du Peuple, Comité Révolutionnaire Etudiant, P.S.U.) s'est constitué, il y a quatre semaines à l'appel du P.S.U. Comme lors des conflits précédents, ni la C.G.T., ni la F.E.N., ni le P.C.F. n'ont participé à ce Comité.

Depuis la création de ce Comité 14.000 F ont été réunis, soit :

- Par des collectes sur la voie publique, avec distribution de tracts, et banderoles popularisant les luttes ;
- Par l'organisation de deux galas, avec des chanteurs bretons (SERVAT, KIRJUHÉL, KERGUINDUFF...), et prise de parole des travailleurs en lutte ;
- Par une collecte à la sortie d'un grand match de foot, avec annonce à la mi-temps ;
- Par des collectes dans les grands ensembles, annoncées à l'avance par un tract.

CLIVAGES POLITIQUES

Des contacts pris par des militants P.S.U. de Quimper avec les grévistes d'Oraly, en particulier lors de la manifestation organisée par la C.F.D.T. à Guidel, avaient convaincu la Section de la nécessité de doubler le soutien financier par une popularisation de la lutte, auprès des travailleuses des usines de confection de vêtements de Quimper. Il était important :

- De créer les conditions d'une solidarité ouvrière.
- De faire peur aux patrons de ces usines, pour les amener à peser sur leur confrère de Guidel ;
- D'apporter aux travailleuses des usines de confection des informations que la presse locale se gardait bien de leur donner.
- Il fallait, en particulier, faire connaître le tract scandaleux publié par le syndicat maison

d'Oraly, et inspiré par la patronne de la boîte. Un tract où on peut lire, entre autres perles : « est-ce le rôle d'un syndicat de se laisser entraîner dans un conflit dégénérant en haine et en problèmes personnels ? Après injures, menaces, brutalités, elles en sont réduites à la mendicité », etc.

Sens politique

Lors de la dernière réunion du Comité Populaire de Soutien, le P.S.U. propose donc la distribution, à l'entrée des boîtes de confection, d'un tract rédigé avec les grévistes de Guidel.

Mais la politisation des luttes sociales n'est pas du goût de ceux qui mettent leur espoir dans le programme commun, ou qui pensent que les usines doivent rester la chasse gardée du syndicalisme, les partis politiques se chargeant de la cuisine électorale. Aussi, la proposition du P.S.U. est-elle mise en minorité, après un long débat qui aura au moins permis de faire apparaître les ambiguïtés qui traversent souvent les Comités de Soutien, ainsi que les vrais clivages.

Après cette réunion, la Section décide :

- De continuer à militer activement dans le Comité de Soutien,
- De prendre, seule, l'initiative de la distribution du tract.

Lors des conflits du « Joint » et du « Lait », des clivages semblables étaient déjà apparus. Après cette dernière expérience, les militants P.S.U. sont de plus en plus convaincus que, sans mettre en cause l'existence des Comités Populaires de Soutien, supports indispensables des luttes longues et dures, ils doivent, inlassablement, s'y battre pour donner son véritable sens politique au soutien populaire.

La Section P.S.U. de QUIMPER. ■

Salut Godon !

Il s'appelait Godon, et je ne sais même pas son prénom. La lettre, qui arrive d'Epinal, de la caserne d'Epinal, ne le précise pas. C'était un petit soldat, un appelé, parmi tous les autres, paumés comme les autres dans la crasseuse bêtise de la chose militaire : ce tunnel insupportable qu'on nous impose à tous au sortir de l'adolescence. Histoire de faire de nous des hommes...

Comme les autres : un peu plus que les autres, peut-être. Nous les avons tous connus, les pas-gâtés par la nature, les mal-aimés. Godon — que je ne connais même pas par son prénom — je l'imagine de ceux-là : les têtes de Turc désignées de l'adjudant alcoolique et aussi, trop souvent, hélas, des camarades de chambrée. Godon « était malade des nerfs » — dit la lettre — « il bégayait ». Sacré Godon. Il n'a pas dû rigoler tous les jours, au 170 RI.

Il était peintre, Godon, dans le civil. Un peintre en bâtiment, c'est utile quand il y a un local à retaper. Godon, dans le fond, n'est pas mécontent : on lui a donné un trou à boucher avec un enduit et une truelle. Il s'occupe. Il a l'impression d'être utile, pour une fois. On s'emmerde tellement à l'Armée. Et puis, pendant ce temps-là, on lui fout la paix. Personne pour se

QUESTION ECRITE

M. Michel Rocard, député, demande à M. le ministre d'Etat chargé de la Défense nationale quels sont les événements survenus au 170^e régiment d'Infanterie d'Epinal concernant un appelé de la classe 72-02. Y a-t-il eu sévices envers ce jeune appelé déclaré par le médecin-chef inapte aux Compagnies de Combat et cependant

maintenu à la 3^e Compagnie de Combat du 170^e R.I. ?

Dans l'affirmative, M. Michel Rocard demande à M. le ministre d'Etat chargé de la Défense nationale d'ouvrir une enquête afin de savoir s'il y a une corrélation entre les sévices subis par ce soldat malade et son suicide intervenu le vendredi 10 novembre dernier, ce jeune appelé s'étant jeté sous un train.

foutre de sa gueule qui bégaye.

Et puis voilà le lieutenant, de génie s'il vous plaît. Il s'emmerde comme tout le monde le lieutenant-dugénie. Mais lui, en plus, il a des galons. Deux ficelles sur l'épaule qui lui donnent le droit d'emmerder les autres.

« C'est pas comme ça qu'on s'y prend, Godon. » (Oh, j'imagine ton petit sourire supérieur, mon lieutenant...)

« Alors — dit ma lettre d'Epinal — Godon lui tend la truelle et lui demande de lui montrer, puisqu'il a l'air de savoir, lui ».

Il n'a pas grand-chose pour lui, Godon, si ce n'est son métier. Il s'est fâché un peu, peut-être, il a paniqué, « balisé » comme on dit à l'Armée. J'en sais rien, mais je l'imagine tout rouge, tout bégayant, et l'autre avec son petit sourire supérieur...

« Bien sûr, cette conversation est une insubordination — continue la lettre — aussi Godon se trouve-t-il muté à la 3^e compagnie de combat, avec une punition. »

Ah, t'es pas poli avec mon lieutenant-dugénie, tu vas crapahuter, mon gaillard ! A Godon les marches forcées et la mitrailleuse sur le dos et les grenades à plâtre, et le parcours du combattant. On n'aime pas les fortes têtes, au 170 RI ! Crise de nerfs. Godon est

envoyé à l'infirmerie, traité au valium. Il en ressort avec un certificat du médecin-chef : « inapte aux Compagnies de Combat. A replacer dans son ancien emploi. »

Qu'est-ce que c'est encore que ce médecin-chef de mes deux ? De quoi-c'est-y-qu'y-s-mêle celui-là ? Godon, en treillis, et que ça saute. La 3^e compagnie part en manœuvres à La Courtine.

Il refuse, le gars Godon. Le courage des timides, des mal-bâtis.

Convocation chez le capitaine une paire de baffes, les lunettes cassées. Puis c'est au tour de l'adjudant : on peut y aller, l'exemple vient d'en haut.

La lettre d'Epinal continue : « Hier, vendredi, Godon s'habille pour aller en quartier libre. A 1 heure du matin, il n'est pas rentré. On lui colle 60 jours d'arrêts de rigueur. Ce matin, on apprend que notre copain s'est jeté sous un train à quelque 100 mètres de la caserne. Non, Godon ne s'est pas suicidé, le silence ne doit pas être fait, nous sommes tous à compter sur vous ».

Salut, Godon, dont je ne sais pas le prénom. Il a raison, ton pote du régiment d'Epinal : tu ne t'es pas suicidé. On t'a poussé sous le train. Et il est des galonnés, à Epinal, qui ne l'emporteront pas en paradis. B. L. ■

vers quelle société ?

Dans le numéro de « T.S. » consacré à la préparation du congrès, tout une partie du texte « Pour un manifeste de combat » a sauté bien involontairement. Nous nous en excusons auprès du camarade Mousel et publions donc aujourd'hui le paragraphe manquant intitulé « Vers quelle Société ? ».

2. L'autogestion, source de tout le pouvoir. L'autogestion est la clef de voûte de l'organisation de la société socialiste, après la conquête du pouvoir et la destruction de l'Etat bourgeois par les travailleurs. C'est dire que la conception d'un monde autogestionnaire naissant sans conflit ni lutte au sein de l'organisation capitaliste, et faisant l'économie de la révolution, n'est qu'une rêverie utopiste.

De même que l'autogestion est inconcevable dans le cadre du régime capitaliste, la construction d'une société socialiste ne pourra être menée à bien si l'autogestion est limitée au secteur de l'économie. Toute limitation dans ce sens mènerait inévitablement à des déviations étatistes, bureaucra-

tiques (cf. Yougoslavie). Avec la suppression de la propriété privée des moyens de production et de l'organisation capitaliste du travail disparaîtra également la distinction entre pouvoir politique et pouvoir économique. Le pouvoir d'Etat cessera d'être extérieur à la société : il sera l'émanation des conseils de base (conseils de producteurs, conseils de quartiers ou de villages). Ceux-ci, en plus de leurs responsabilités spécifiques (direction de l'activité des entreprises, affaires locales) désigneront des délégations régionales et une délégation nationale. Les délégués élus et révocables par les travailleurs remplaceront ainsi les professionnels de la « politique ». Le pouvoir des Conseils de Travailleurs est le seul principe de légitimation de l'Etat ouvrier.

3. La question du pouvoir central :
● L'exercice du pouvoir par les Conseils, à tous les niveaux, est la première garantie du dépérissement de l'Etat et l'entrave fondamentale des déviations bureaucratiques désastreuses pour les travailleurs (U.R.S.S.). Mais on peut prévoir que le dépérissement de l'Etat sera un processus de longue durée. Dans ses premières années d'existence, l'Etat ouvrier devra être puissant, pour résister à la réaction de la bourgeoisie dépossédée et dont les Conseils auront éliminé les représentants au sein de l'administration et des entreprises. Les travailleurs devront donc prendre des mesures d'autoprotection et de contrôle vis-à-vis de leur propre Etat. L'organisation de milices populaires armées, le remplacement d'un corps permanent de policiers par les travailleurs eux-mêmes empêcheront l'appareil répressif de l'Etat de se retourner contre le peuple. La soumission totale des services administratifs au contrôle populaire réfrènera tout penchant bureaucratique et tech-

nocratique. La justice émanera du peuple et sera publique. La classe ouvrière et les couches populaires associées à son pouvoir devront disposer d'organisations défendant leurs intérêts parfois divergents : l'indépendance des syndicats et le multipartisme devront être reconnus, ainsi que la liberté d'opinion, d'expression, de réunion et de manifestation. Enfin les moyens d'information des masses devront être sous contrôle populaire.

● L'Etat Socialiste ne s'enfermera pas dans le cadre national inventé par la bourgeoisie. Il liquidera d'emblée les séquelles du colonialisme (rojet, p. 45, alinéas 3, 4 et 5).

● La planification ne substituera pas au marché une centralisation administrative des décisions. Mais un autre danger menace tout régime d'inspiration socialiste, autogestionnaire : la parcellisation de l'économie, la création de micro-unités économiques indépendantes et concurrentes. Une planification démocratique appliquée aux niveaux local, régional, national et éventuellement fédéral (international) doit contre-carer démocratiquement les tendances centrifuges. Elle sera élaborée après la définition d'une hiérarchie des besoins par les Conseils et des collectifs d'usagers, de consommateurs ; en fonction de cette hiérarchie seront établis des projets de micro-plans, projetés aux niveaux supérieurs (régional, national, fédéral), confrontés alors, unifiés avant la redescende du projet global vers la base qui décidera souverainement. Les conflits entre les conseils et le plan global pourront être tranchés souverainement par un organisme spécialisé.

4. Pour une révolution culturelle ininterrompue.

Pas plus qu'il ne s'agit de « démocratiser » la culture... bourgeoise, on ne peut imaginer

qu'un Etat ouvrier se donnerait pour tâche de lui substituer « une autre culture » : celle-ci ne pourrait précisément qu'être longuement engendrée par le changement des rapports de domination de classe.

Cependant le problème idéologique est aujourd'hui central. La bourgeoisie a renforcé ses moyens de domination idéologique de telle façon qu'ils constituent un rempart de sa domination politique : irresponsabilité et automatisation du travail, individualisme dans les loisirs, respect de l'autorité dans les valeurs morales, etc.

Déraciner la vieille culture, permettre l'émergence d'une nouvelle culture ne peuvent qu'être une tâche continue ; cette tâche est à la fois condition et conséquence du passage au socialisme.

Condition pour l'abandon du modèle de croissance capitaliste, le retour au travail créateur, l'exercice d'une véritable démocratie populaire, l'adoption de comportements plus fondés sur l'intérêt collectif que la possession individuelle, etc.

Conséquence : l'organisation sociale dans la période de transition doit permettre l'épanouissement de nouveaux rapports entre les hommes — au travail, dans la ville, dans la culture au sens le plus étroit du terme.

C'est pourquoi il s'agit avant tout de créer les conditions qui permettent cette transformation continue : à l'école, dans le système d'information, dans le travail, dans les loisirs, la famille, dans les formes mêmes de la vie démocratique. La prise en main par les travailleurs des institutions en est une condition nécessaire ; elle n'est pas suffisante. Il y faut aussi l'intervention de leurs organisations, dont la vocation est de formuler de nouveaux objectifs à partir de ce qui est déjà acquis par le mouvement des masses.

Pour la cause du peuple



BEAU MASQUE, film français de Bernard Paul, d'après le roman de Roger Vailland.

DES militants du Parti communiste et de la C.G.T. : ceux dont on dit que la révolution ne peut se faire ni contre eux, ni sans eux. Des militants ouvriers qui mènent une lutte dure contre les licenciements, qui organisent des manifestations interdites et affrontent les C.R.S. Des militants avec les contraintes de l'action quotidienne, bénévoles, au service de la classe ouvrière — et aussi des hommes, des femmes, avec leurs faiblesses et leur générosité.

C'était en 1950.

A l'origine du roman de Vailland, un reportage, dans l'Ain, sur la fermeture d'une usine de textile qui domine économiquement et socialement toute la région. Le film transpose cette situation en Lorraine, au Cluzot (Villerupt), toujours dans le textile, mais en pensant à la sidérurgie qui va disparaître... Les Filatures F.T.A. sont le point de mire de la petite ville : l'annonce du licenciement du tiers du personnel prend l'allure d'une authentique catastrophe, frappant à mort la région. Le premier tiers du film dessine ainsi les contours sociologiques du fond de tableau : et comme il n'y a pas de distractions le soir, tout le monde se retrouve au bal du Parti communiste, les militants, les sympathisants, les « lou-lous », et... le fils du patron.

C'est aussi un portrait des militants : tout leur loisir est absorbé par des réunions, des activités multiples difficilement compatibles avec une vie familiale ou tout simplement personnelle régulière. Pierrette, la déléguée syndicale de F.T.A., a dû laisser son fils à la garde d'une tante qui ne se prive pas pour dire que la politique, ça empêche qu'on s'occupe de ses enfants.

Portait du patronat, également : les dirigeants de F.T.A. (mari et femme), hautains, condescendants, écrasant de leur luxe ostentatoire la cité ouvrière; leur fils, Philippe, frais sorti d'une grande école, devenu directeur du personnel dans l'entreprise familiale, qui affiche des sympathies à gauche, que l'autocratie de sa mère révolte mais qui est incapable d'aller jusqu'au bout de ses idées, par lâcheté dit-il lui-même, ou plus simplement parce qu'on ne trahit pas comme ça ses intérêts de classe...

Et puis encore, autour du parti : l'ancien chef F.T.P. qui regrette l'époque autrement animée des Brigades Internationales, la figure paternelle mais omniprésente de la « tête politique » de la section... Tout le monde se met en place, par référence au Parti communiste : pour comprendre comment il est devenu, tout simplement le parti...

Enfin, « Beau Masque » : personnage attachant et énigmatique, immigré italien qui sil-

lonne chaque matin la campagne pour ramasser les bidons de lait dans les fermes, qui a quitté l'usine pour « être son maître », sympathisant du P.C. dans la mesure où il est amoureux de Pierrette et jaloux de la C.G.T. à qui la jeune déléguée consacre le meilleur d'elle-même et de son temps... Ce film est un peu le Coup pour coup à la gloire du Parti communiste français. Film de fiction, c'est vrai (et le personnage de Philippe est le plus « romancé » de tous), acteurs professionnels aussi, mais sans ostentation — et cela s'oublie vite.

A la gloire du Parti communiste ? A la gloire de ses militants, dévoués à la cause du peuple, qui sont tombés pour construire le mouvement ouvrier.

C'était dans les années 50.

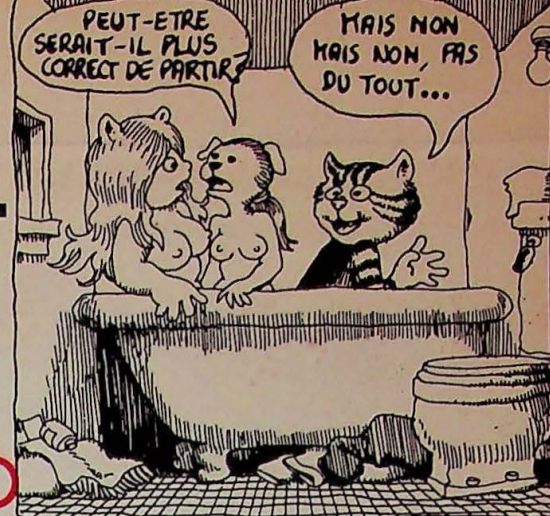
Au moment des manifs dures contre « Ridgway-la- peste », peu après les grandes grèves de l'hiver 47, quand le P.C.F. voulait imposer son retour au gouvernement en démontrant qu'il était un partenaire indispensable au maintien de l'ordre social. Ce qui l'obligeait à être combatif en diable, à lancer des actions qui aujourd'hui seraient par lui condamnées pour gauchisme...

Le roman de Vailland date de 1950.

Faut-il se résigner à ce que cela ne soit que de l'Histoire ?

THIERRY MORUS ■

FRITZ LE PIED



FRITZ THE CAT, dessin animé américain de Ralph Bakshi.

IL y a plusieurs sortes de fables : celles qui utilisent les animaux pour peindre les hommes parce que, ma foi, l'homme reste proche de la bête, et celles qui évoquent un monde animal où tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil. Les fables qui ne prennent pas les adultes pour des enfants et les fables qui prennent tout le monde pour des imbéciles. Et les dessins animés, c'est un peu la version filmée de la fable.

Fritz the Cat, d'après les dessins de Crumb, appartient au premier genre : contre l'infantilisme. Mais est-ce une fable ? Les décors du film sont extraordinairement réalistes, bien plus souvent que dans les dessins de Crumb où il s'embarrasse moins de ressemblance : certains semblent même travaillés d'après des photos. Et ce réalisme explique que le film soit imprégné, jusqu'au bout des griffes, des problèmes de l'Amérique. Les personnages sont des animaux ? Mais en argot les flics

sont des « porcs » (pigs), les nègres des « corbeaux » (Jim Crow); Fritz le Chat, lui est un étudiant blanc, qui délaisse des études qui l'emmerdent, qui se drogue, qui drague tout ce qu'il peut, qui se bat contre les « porcs » et qui prêche la révolte aux Noirs du ghetto mais que l'arrivée de la police laisse dépassé par les événements...

Une histoire ? Non un rêve, souvent dément, brutal — une orgie de couleurs. Et pas que de couleurs, d'ailleurs. L'animation est somptueuse, délirante, la musique en général bonne. Lorsque l'on voit la pauvreté ordinaire de la production qui se veut « underground » (des films comme Trash ou What a Flash!) où l'on pratique une libération artificielle, en vase clos, qui laisse un goût d'amertume et de déception dans la bouche, il y a dans Fritz the Cat une vigueur et des couleurs étonnantes.

La « critique » — au sens ordinaire — d'un tel film n'a pas de sens. Ça se voit. Et après, on déteste, ou on adore.

T.M. ■

Du millet pour la 8^e année

Du millet pour la 8^e année, joué une première fois il y a environ quatre ans par l'Ensemble théâtral de Gennevilliers, est repris dans la même mise en scène et présenté dans la banlieue parisienne. La représentation actuelle bénéficie du travail fait entre temps par Bernard Sobel et son équipe, en particulier de son travail sur Brecht (L'Homme pour homme et l'Exception de la règle) et sur Flaubert (Le Candidat). Malgré quelques comédiens faibles, ce groupe de jeu est actuellement le plus capable de cerner l'efficacité — en particulier, l'efficacité politique — du jeu brechtien.

Du millet pour la 8^e année, pièce tirée d'un conte chinois, que Brecht a mise en scène jadis et partiel-

lement restructurée par le jeu, montre trois plans de l'invention : la fable dramatique (des paysans sont contraints de livrer leur récolte à l'armée gouvernementale chinoise et à l'armée d'occupation japonaise); la farce (le moyen qu'ils trouvent pour garder leur grain et le réserver à l'armée révolutionnaire qui va venir les délivrer); enfin le recul dramatique : le conte n'est que mis en scène par la 8^e année qui joue une pièce devant les paysans pour stimuler leur conscience de classe.

Il est remarquable qu'aujourd'hui, loin du contexte qui portait jadis la pièce, la leçon, mêlée au rire, soit restée si vivement efficace.

D.N. ■

notes de lecture

● l'érotisme comme un art

Quoi de plus ennuyeux qu'un manuel d'éducation sexuelle ? Écrit dans le style du code de la route, il donne plutôt envie de se faire moine que de faire l'amour. Jusqu'à présent, la sexologie n'est sortie de la censure absolue que pour tomber dans la froide monotonie de la science médicale.

Gérard Zwang est chirurgien mais l'amour ne l'ennuie pas. Son livre, « La Fonction érotique », s'en ressent agréablement. L'ambition du docteur Zwang est de présenter l'érotisme comme un art dont les habitants des pays développés ont le privilège de connaître toutes les finesses; à condition de ne pas en avoir honte et d'en apprendre les multiples facettes.

Partant de là, l'auteur réalise une belle performance : écrire la meilleure somme scientifique que l'on possède actuellement sur la question tout en produisant une œuvre qui se lit comme un roman. Non-conformisme absolu à l'égard de tous les avaleurs de sabre, fervent ardent à décrire les techniques les plus efficaces de l'amour physique dans un langage accessible à tous, telles sont sans doute les clés de cette réussite. Il est vrai que le second tome de l'ouvrage ne mérite pas le même éloge

que le premier. Consacré aux entraves à l'épanouissement sexuel, il contient un certain nombre d'analyses philosophiques dont la longueur et le systématique parti-pris anti-gauchiste finissent par agacer. « La Fonction érotique » de G. Zwang n'en reste pas moins une remarquable œuvre de libération sexuelle. Un livre que Reich aurait aimé, surtout pour son premier tome sur les chemins de l'épanouissement sexuel.

J. GALLUS ■

Dr Gérard Zwang. La fonction érotique, tome I : 30 F, tome II : 39 F. R. Laffont, en vente à la librairie de T.S.

● le constat précis de l'emploi

L'EMPLOI EN FRANCE DEPUIS 1945 (1)

par Marie-Françoise Mouriaux

Il s'agit d'un dossier fort utile : le seul ouvrage à fournir la liste des organismes officiels concernant l'emploi (avec leur adresse), réunissant statistiques, textes de loi, extraits des Plans. Les lecteurs sont informés des meilleures études concernant les jeunes travailleurs et les travailleurs âgés, la main-d'œuvre féminine, les immi-

grés, les handicapés. L'évolution par secteur d'activité est établie : déclin de l'agriculture, du petit commerce, diminution des effectifs à la S.N.C.F., dans les mines, le textile, les chantiers navals. La croissance des employés, des ingénieurs et techniciens est observée. La politique — ou l'absence de politique — concernant l'emploi suivie en France depuis 1945 est retracée avec le rôle du Plan. Les problèmes de la formation professionnelle, du travail à mi-temps, de l'étalement des vacances, des intérimaires, de l'enrichissement des tâches, sont replacés dans l'ensemble de la gestion de l'emploi.

Dossier de caractère universitaire, l'ouvrage de M. F. Mouriaux est donc équilibré, nuancé, apparemment détaché.

Il n'en est peut-être que plus corrosif. La solide documentation qui est rassemblée demande à être interprétée, même si, ici ou là, l'auteur amorce un diagnostic. Le rôle idéologique du Plan peut être démontré avec ses erreurs de prévision concernant l'emploi dans l'agriculture.

La logique implacable qui incite constamment le capitalisme à ne considérer la force de travail que comme une marchandise est particulièrement visible dans ces pages, non seulement dans le discours de J. Rueff ou d'Emile Van Lennep, secrétaire général de l'O.C.D.E. mais à travers la volonté d'une mobilité « sauvage » dont les seuls

travailleurs subissent les conséquences néfastes.

Plus qu'un long réquisitoire, le constat précis des pratiques en matière d'emploi révèle ce qu'il y a d'insoutenable dans la situation actuelle. Bref, un livre à recommander.

Lucien Saintonge ■

(1) Colin, Coll. Uz, 1972, 190 p.

● Le bar ne fait plus crédit

Dans l'article « Le logement aux mains des grandes banques », une coquille nous a fait parler, la semaine dernière, de « bar du crédit ». Michel Debré choisit autrement et mieux ses amis intimes. Il s'agissait, cette fois, du « tsar du crédit ». De là à conclure que nous avions pris nos désirs pour des réalités...

HACHETTE, la pieuvre verte
Témoignage d'un militant
C.F.D.T.

En vente à la LIBRAIRIE T.S.
Prix 12,00 F.

CINEMA LIBRE

Quelques films récents sur les luttes populaires en France et à l'étranger. Les projections seront suivies de débats sur l'utilisation politique de ces films.

Cinq séances : samedi 2 décembre : 15 et 21 h, et dimanche 3 : 10, 15 et 21 h.

A l'ENS, 45, rue d'Ulm, 75006 Paris. Paris (6^e).

RACINE Tél. MED 43.71

Jetons Les livres Sortons Dans les rues
Film japonais de Shuji Terayama
une révélation !

Avec vos vœux,



offrez des livres

(Si le C.R.S. c'est votre papa, les cartes de vœux ça fait moins mal - et c'est moins cher*)

* Y en a de 3 sortes : des avec de l'humour, des avec de l'art, des avec de l'art genre abstrait. 1 franc pièce.

N'oubliez pas ^{surtout} non plus d'offrir des abonnements TS avec de l'humour(...), de l'art aussi (...) et 60 francs (on croit au père Noël, non mais)

Dictionnaires

- LE PETIT ROBERT, dictionnaire de la Langue française, 1 vol. relié 89,00
- ENCYCLOPEDIE DU CINEMA, R. Boussinot. Tout sur les œuvres, les créateurs et les comédiens. Tout sur le cinéma d'hier, d'aujourd'hui et de demain. Tome 1, 1.632 pages, 3.200 articles, 1 vol. relié 135,00
Tome 2, 880 pages, 3.000 photos, 1 vol. relié 120,00 Bordas.
- DICTIONNAIRE DE LA LANGUE PHILOSOPHIQUE, P.U.F., 1 vol. relié 60,00
- DICTIONNAIRE DES ECRIVAINS FRANÇAIS, J. Malignon, De A à Z, de Abélard à Zola, un panorama de la littérature française, 550 pages, 1 vol. relié 49,50
- DICTIONNAIRE DES CIVILISATIONS AFRICAINES, F. Hazan, 1 vol. relié 90,00

Voyages

- LA VIE FANTASTIQUE DES ILES ET DES OCEANS, 384 pages, 400 photos, 150 illus., Vilo, 1 vol. relié 85,00
- ATLAS HISTORIQUE ET CULTUREL DE L'EUROPE, Texte de Vercauteren, Vilo, 1 vol. relié 92,00
- GUIDES FODOR
ITALIE, 1 vol. relié 39,60
IRLANDE, 1 vol. relié .. 39,60
YUGOSLAVIE, 1 vol. relié 39,60
TUNISIE 1 vol. relié .. 39,60
- GUIDE CULTUREL DE PARIS, 288, pages, 150 ill. en noir et couleurs, 1 vol. relié .. 48,00
- GUIDE CULTUREL DE LONDRES, 288 pages, 150 ill. en noir et en couleurs, Albin Michel, 1 vol. relié 48,00
- INDONESIE, Vincent Monteil, 288 pages, 245 photos en noir et 35 en couleurs, Horizons de France, 1 vol. relié 96,00
- AMERIQUE LATINE, M. Simoni-Abbat et F. Mauro, 280 pages, 277 photos en noir et 35 en coul., Horizons de France, 1 vol. relié 96,00
- CHINE D'HIER ET D'AUJOURD'HUI, P. Huard et Ming Wong,

Edition 1972, 328 pages, 36 hors-texte, 550 photos en noir et dessins, gravures, cartes, Horizons de France, 1 vol. relié 96,00

Arts

- MŒURS POLITIQUES, Ph. Erlanger, 38 dessins de Daumier. Vilo, 1 vol. relié 88,30
- SCULPTURES DE PICASSO, 328 pages, 208 illus., Vilo, 1 vol. relié 139,00
- LES GENS DE MEDECINE, texte du Professeur Mondor, 48 dessins de Daumier, Vilo, 1 vol. relié 77,40
- HISTOIRE DES ARTS DECORATIFS, H. de Morant, 624 pages, 768 illus., 24 planches en couleurs, Hachette, 1 vol. relié 98,00
- HISTOIRE DE L'ARCHITECTURE, B. Champigneule, 288 pages, 280 reproductions, Somogy, 1 vol. relié 50,00
- HISTOIRE DE LA PEINTURE CLASSIQUE ET MODERNE, R. Bazin, 700 pages, 550 reproductions dont 108 en couleurs, Gibert Jeune, 1 vol. relié 38,00
- HISTOIRE DE L'ART, H.W. Janson, 600 pages, 1.000 reproductions en noir et en couleurs, Le Cercle d'Art, 1 vol. relié 100,00
- LA MUSIQUE, R. de Candé, dictionnaire, 750 compositeurs, biographie et œuvres, disco-graphie, tableau chronologique, Le Seuil, 1 vol. relié .. 60,00

Littérature

Collection « L'INTEGRALE », Le Seuil, œuvres complètes des plus grands écrivains. Chaque volume de 400 à 200 pages. Papier velin. Relié pleine toile rouge.

- BALZAC, La Comédie Humaine, 7 vol., chaque 25,00
- BAUDELAIRE, œuvres complètes, 1 vol. 25,00
- CORNEILLE, œuvres complètes, 1 vol. 35,00
- FLAUBERT, œuvres complètes, 2 vol., chaque 35,00
- LA FONTAINE, œuvres complètes, 1 vol. 25,00
- MONTESQUIEU, œuvres complètes, 1 vol. 35,00
- MARIVAUX, théâtre complet, 1 vol. 25,00
- MEMORIAL DE STE-HELENE, 1 vol. 25,00
- MOLIERE, œuvres complètes, 1 vol. 25,00
- MONTAIGNE, œuvres complètes, 1 vol. 25,00
- MUSSET, œuvres complètes, 1 vol. 35,00
- PASCAL, œuvres complètes, 1 vol. 25,00
- RACINE, œuvres complètes, 1 vol. 25,00
- ROUSSEAU, œuvres autobiographiques, 1 vol. 25,00
- ROUSSEAU, œuvres philosophiques et politiques, 2 vol., chaque 25,00
- STENDHAL, Romans complets, 2 vol., chaque 25,00

- VIGNY, œuvres complètes, 1 vol. 25,00
- VICTOR HUGO, romans complets, 3 vol., chaque .. 25,00
- VICTOR HUGO, poésies complètes, 3 vol., chaque .. 35,00
- ZOLA, Les Rougon Macquart, 6 vol., chaque 25,00
- AOUT 1914, Soljenitsyne, Le Seuil, 510 pages, le vol. broché 39,00
le vol. relié toile 49,00
le vol. relié plein cuir .. 95,00

Histoire

- SOUVENIRS D'UN MILITANT, E. Depreux, Fayard, 1 vol. relié 50,00
- HISTOIRE DU FRONT POPULAIRE, J. Delperrié de Bayac, Fayard, 1 vol. relié 35,00
- LA GAUCHE FRANÇAISE, J. Poperen, Le nouvel âge - 1958-1965 - Fayard, 1 vol. relié 45,00
- LENINE, 272 pages, 200 illus., Réalités, Hachette, 1 vol. relié, 45,00
- HISTOIRE GENERALE DES CIVILISATIONS
Tome 1, l'Orient et la Grèce antique, 1 vol. relié 72,00
Tome 2, Rome et son empire, 1 vol. relié 72,00
Tome 3, Le Moyen Age, 1 vol. relié 72,00
Tome 4, Les XVI^e et XVII^e siècles 1 vol. relié 72,00
Tome 5, Le XVIII^e siècle, 1715-1815, 1 vol. relié 72,00
Tome 6, Le XIX^e siècle, 1815-1914, 1 vol. relié 72,00
Tome 7, L'époque contemporaine, 1 vol. relié 79,00 P.U.F.
- REVOLUTION EN ALLEMAGNE, 1917-1923, P. Broué, 1.000 pages, 86 portraits, 1 vol. relié, ges, 86 portraits, Editions de Minuit, 1 vol. relié 95,00
- LE PARTI BOLCHEVIQUE, Histoire du P.C. de l'U.R.S.S., P. Broué, 656 pages, 64 portraits, Editions de Minuit 95,00
- LE MOUVEMENT COMMUNISTE EN FRANCE, 1919-1939, L. Trotsky, 724 pages, Editions de Minuit, 1 vol. relié 57,00



Commandes à la librairie de

tribune
socialiste

9, rue Borromée, Paris-15^e
C.C.P. 58 26 65 Paris

- Règlement à la commande
- Envoi franco
- Remise 10 % pour toute commande à partir de 100 F.